



La sécurité connectée

BatiRegistre



REGISTRE PUBLIC
D'ACCESSIBILITÉ

REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITÉ

ynov
CAMPUS

DE SOUSA Ari

BYC - BORDEAUX YNOV CAMPUS RAVEZIES

2 Esplanade de la Gare
33110 LE BOUSCAT





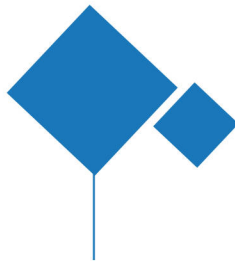
SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
2. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT
3. Ad'AP : DOCUMENTS
4. NOTICE D'ACCESSIBILITÉ
5. DEMANDE(S) DE DÉROGATION(S)
6. ATTESTATION
7. FORMATIONS DU PERSONNEL
8. MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS D'ACCESSIBILITÉ
9. ANNEXES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.





1. FICHE D'IDENTITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT	BYC - BORDEAUX YNOV CAMPUS RAVEZIES
DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT	<p><u>Plateforme 0.0 (Rez-de-chaussée) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><u>o Niveau d'accueil du public composé d'un hall et d'un open-space pour étudiants,</u><u>o Un bureau accueil & desk accueil ainsi qu'un local bagagerie,</u><u>o Une salle multifonctionnelle,</u><u>o Deux salles d'apprentissage des métiers de l'audiovisuel (plateau de vidéo et de mixage de son</u> <p><u>Deux salles de classe (salle d'art),</u></p> <ul style="list-style-type: none"><u>o Des locaux de rangements, des sanitaires ainsi que des locaux techniques,</u> <p><u>Plateforme 1.0 (R+1) / Plateforme 2.0 (R+2) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><u>o Niveau composé de salles de classes,</u><u>o Des locaux techniques et de rangements ainsi que des sanitaires / vestiaires,</u> <p><u>Plateforme 3.0 (R+3) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><u>o Niveau accessible au public composé de deux salles de travail libre des étudiants appelé « souk numérique » (n°1 et n°2)</u><u>o Des salles de classes ainsi que deux box post-prod,</u><u>o Des locaux de rangement, un local technique ainsi que des sanitaires,</u><u>o Il existe également une terrasse accessible (objet du présent projet).</u> <p><u>Plateforme 4.0 (R+4) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><u>o Niveau partiel composé uniquement de bureaux administratifs / salles de réunion ;</u><u>o Il existe également une terrasse non accessible au public.</u>
CLASSEMENT	ERP/ERT, , 1er groupe, 2ème catégorie de type R
EFFECTIF DU PERSONNEL	35
EFFECTIF DU PUBLIC	1366
ADRESSE	2 Esplanade de la Gare LE BOUSCAT
TÉLÉPHONE	
DATE D'OUVERTURE	2023
RESPONSABLE DE L'ÉTABLISSEMENT	DE SOUSA Ari

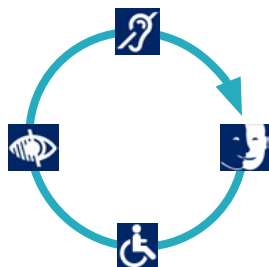
DESCRIPTIF DES PRESTATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

2.





Accessibilité de l'établissement



Bienvenue à Bordeaux YNOV Campus – Bâtiment Ravezies Etablissement d'enseignement supérieur

--+ Le bâtiment et tous les services proposés sont accessibles à tous

oui

non



--+ Le personnel vous informe de l'accessibilité du bâtiment et des services

oui

non



Formation du personnel d'accueil aux différentes situations de handicap

→ Le personnel est sensibilisé.

C'est-à-dire que le personnel est informé de la nécessité d'adapter son accueil aux différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel est formé.

C'est-à-dire que le personnel a suivi une formation pour un accueil des différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel sera formé.



Matériel adapté

→ Le matériel est entretenu et réparé

oui non

→ Le personnel connaît le matériel

oui non



Contact : **Référent handicap du campus : handicap-bordeaux@ynov.com**



Consultation du registre public d'accessibilité :



à l'accueil



sur le site internet

N° SIRET : 532 757 390 000 36

Adresse : **Bâtiment Ravezies** : 2 Esplanade de la Gare, 33110 Le Bouscat



Certaines prestations ne sont pas accessibles



1.
.....



Ce service sera accessible le :



Ce service ne sera pas accessible  (voir l'autorisation)



Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :

oui non



2.
.....



Ce service sera accessible le :



Ce service ne sera pas accessible  (voir l'autorisation)



Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :

oui non



3.
.....



Ce service sera accessible le :



Ce service ne sera pas accessible  (voir l'autorisation)



Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :

oui non

Ad'AP : DOCUMENTS

3.



NOTICE D'ACCESSIBILITÉ

4.





BORDEAUX YNOV CAMPUS
89, Quai des Chartrons – 33 300 BORDEAUX

YNOV CAMPUS

Bâtiment B – Place Ravezies / Allée de Boutaut – 33110 LE BOUSCAT

AMENAGEMENT DES TERRASSES AUX NIVEAUX R+3 & R+4

NOTICE DESCRIPTIVE D'ACCESSIBILITE – PIECE N°10

ERP construction (Arrêté du 20 Avril 2017)



SAS A2ci. Prévention incendie

Parc d'Activités du Pays de Langon

15 Rue des Acacias - 33210 MAZERES

Tél. 05.56.27.23.67 - E-mail : contact@a2ci-prevention-incendie.fr

SUIVI DES MISES A JOUR				
INDICE	DATE	REDACTEUR	VERIFICATEUR	DESCRIPTION
0	24/04/2023	A.LEROY	J.TEXIER	Création



Nom de l'affaire : YNOV CAMPUS

N° du document : 2023 150/NA

Bâtiment B - Place Ravezies / Allée de Boutaut - 33110 LE BOUSCAT

Indice 0



Dénomination du projet :

AMENAGEMENT DES TERRASSES AUX NIVEAUX R+3
& R+4

Adresse du projet :

YNOV CAMPUS
Bâtiment B
Place Ravezies / Allée Boutaut
33110 LE BOUSCAT

Maître d'ouvrage :

BORDEAUX YNOV CAMPUS
89, Quai des Chartrons
33 300 Bordeaux



Organisme de contrôle :

QUALICONSULT
4, voie Romaine
CS 80080
33610 PESSAC



Bureau d'Etudes prévention incendie :

A2Ci. PREVENTION INCENDIE
Parc d'activités du pays de Langon
15 rue des acacias
33210 MAZERES

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur mon projet ou solliciter des documents ou complémentaires :

Nom : Mr Jérôme TEXIER

Qualité vis-à-vis du projet : Interlocuteur Accessibilité

Coordonnées téléphoniques : 05 24 22 20 01 / 06 17 25 34 88

Adresse électronique : j.texier@a2ci-prevention-incendie.fr



PREAMBULE

La présente notice descriptive (Arrêtés du 08/12/2014 et du 20/04/2017) constitue la pièce **N°10** des bordereaux de pièces du dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie de la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (autorisation de travaux) :

- ✓ **De la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (autorisation de travaux) : document Cerfa n°13824.**

Afin de permettre une instruction dans les conditions optimales, l'ensemble des documents ci-après seront remis aux services chargés de l'instruction des dossiers en complément de la présente notice descriptive de sécurité :

- ✓ La présente notice datée et signée par le maître d'ouvrage ;
- ✓ Les autres pièces prévues dans le bordereau de dépôt des pièces jointes.

PIECE N°8 DES DOCUMENTS CERFA :

Des plans cotés dans les trois dimensions, à une échelle adaptée, pour chaque niveau et pour chaque bâtiment précisant :

- ✓ Les circulations intérieures horizontales et verticales (fonctions, largeurs, pentes, dévers...),
- ✓ Les aires de stationnement,
- ✓ Les locaux sanitaires destinés au public,
- ✓ Le sens d'ouverture des portes et leur espace de débatement,
- ✓ Les espaces d'usage, de manœuvre, de retournement et de repos intérieurs,
- ✓ L'emplacement des appareils sanitaires et leurs accessoires obligatoires,
- ✓ Les places de stationnement adaptées et réservées aux personnes handicapées et la mention du taux de ces places,
- ✓ Cas particuliers des ERP 5^{ème} catégorie, situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes : délimitation de la partie bâtiment accessible aux personnes handicapées et indications permettant de s'assurer que les prestations sont accessibles dans cette partie.

PIECE N°9 DES DOCUMENTS CERFA :

Des plans avant travaux, s'il s'agit d'un bâtiment existant.

PIECE N°12 DES DOCUMENTS CERFA :

La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification.



SOMMAIRE

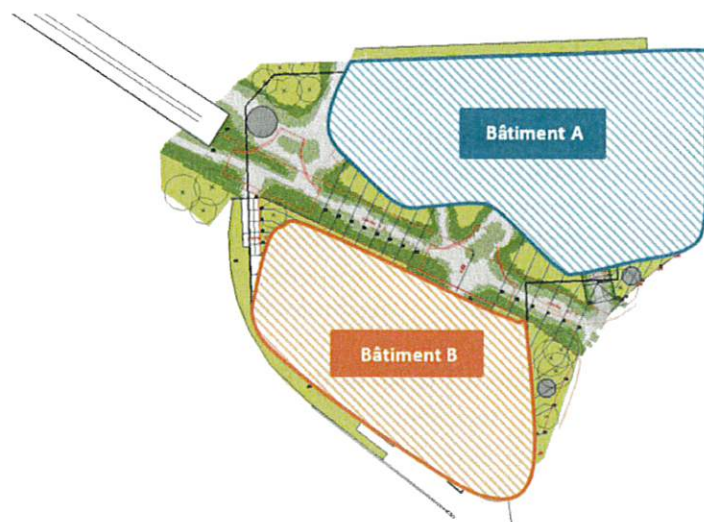
I.	DESCRIPTIF DU L'ETABLISSEMENT	5
II.	DESCRIPTIF DU PROJET.....	6
III.	CLASSEMENT (CCH R 143.18 à R143-21) (R1 & R2).....	6
-	Classement initial.....	6
-	Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés.....	7
IV.	REGLEMENTATION APPLICABLE.....	7
V.	SOLUTIONS RETENUES POUR L'EVACUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP POUR CHAQUE NIVEAU DE LA CONSTRUCTION (GN 8).....	7
VI.	MESURES PRISES EN FONCTION DE LA REGLEMENTATION (ART. 2 A 23)	8
-	Chemins extérieurs (art. 2).....	8
-	Stationnement (art. 3)	8
-	Accès au bâtiment (art. 4) & Accueil du public (art. 5).....	8
-	Circulations intérieures horizontales (art. 6)	9
-	Circulations intérieures verticales (art.7).....	9
-	Tapis roulants – escaliers – plans inclinés mécaniques (art.8)	10
-	Revêtements de sols, murs et plafonds (art.9).....	10
-	Portes, portiques et sas (art.10).....	11
-	Equipements et dispositifs de commande (art. 11).....	11
-	Sanitaires (art. 12).....	12
-	Les sorties (art. 13).....	12
-	Eclairage (art. 14)	13
-	Public assis (art. 16).....	13
-	Locaux d'hébergement (art. 17)	13
-	Douches et cabines (art. 18)	13
-	Caisses de paiement et dispositifs en batterie (art. 19)	13
-	Téléviseurs (art. 20).....	14
-	Information et signalisation	14
VII.	DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE) (R143-13 ET GN 4).....	14



I. DESCRIPTIF DU L'ETABLISSEMENT

Le présent document concerne la construction du projet « **CAMPUS NUMERIQUE** » qui sera situé au niveau de la Place Ravezies à Bordeaux. Cet établissement sera implanté dans un ensemble immobilier qui comprendra :

- **Un bâtiment A** destiné à plusieurs établissements ERP isolés et des bureaux relevant du Code du Travail ;
- **Un bâtiment B (objet du présent document)** composé d'une école de formation aux métiers de l'audiovisuel.



Pour mémoire, le bâtiment sera composé d'un bâtiment de 5 niveaux (RDC à R+4). La hauteur du plancher du niveau le plus élevé accessible au public sera à plus de 8 mètres.

Le détail des niveaux du bâtiment sera le suivant :

- **Plateforme 0.0 (Rez-de-chaussée) :**
 - Niveau d'accueil du public composé d'un hall et d'un open-space pour étudiants,
 - Un bureau accueil & desk accueil ainsi qu'un local bagagerie,
 - Une salle multifonctionnelle,
 - Deux salles d'apprentissage des métiers de l'audiovisuel (plateau de vidéo et de mixage de son avec cabine de réglage),
 - Deux salles de classe (salle d'art),
 - Des locaux de rangements, des sanitaires ainsi que des locaux techniques,
- **Plateforme 1.0 (R+1) / Plateforme 2.0 (R+2) :**
 - Niveau composé de salles de classes,
 - Des locaux techniques et de rangements ainsi que des sanitaires / vestiaires,
- **Plateforme 3.0 (R+3) :**
 - Niveau accessible au public composé de deux salles de travail libre des étudiants appelé « souk numérique » (n°1 et n°2) ;
 - Des salles de classes ainsi que deux box post-prod,
 - Des locaux de rangement, un local technique ainsi que des sanitaires,
 - **Il existe également une terrasse accessible (objet du présent projet).**



- Plateforme 4.0 (R+4) :
 - Niveau partiel composé uniquement de bureaux administratifs / salles de réunion ;
 - Il existe également une terrasse non accessible au public (objet du présent projet).

II. DESCRIPTIF DU PROJET

Pour mémoire, le présent projet fait donc suite à :

- Un premier dossier PC enregistré sous le numéro 069 19 V 0121. Ce PC a été instruit par la CCDSA en sous-commission départementale en séance du 18/03/2020 et a reçu un Avis favorable.
- Un second dossier PCM enregistré sous le numéro 069 19 V 0121 M01. Ce PC a été instruit par la CCDSA en sous-commission départementale en séance du 17/03/2021 et a reçu un Avis Favorable,
- Un troisième dossier PCM enregistré sous le numéro PC 06 9 19 V0121 M02 / AT 069 21 V0031. Ce PC a été instruit par la CCDSA en sous-commission départementale en séance du 13/10/2021 et a reçu un Avis Favorable. Au sein de ce Procès-Verbal, il a été indiqué en prescriptions § 8.1 :
 « **NOTA : Le dossier ne mentionne aucune activité particulière et aucun aménagement des terrasses aux niveaux R+3 et R+4. Tout projet d'aménagement futur de ces espaces nécessitera une demande d'autorisation préalable aux travaux suivant les dispositions de l'article R.143-22 du C.C.H. »**

En conséquence, et ce afin de répondre à la demande de la CCDSA lors de son étude, le présent document vient en complément des dossiers déjà déposés et listés ci-dessus. Cette dernière traite uniquement de l'aménagement des terrasses situées au R+3 (Plateforme 3.0) et au R+4 (Plateforme 4.0) de l'établissement ECOLE situé au sein du Bâtiment B sur la commune de Bordeaux / Le Bouscat. Pour mémoire, seule la terrasse au niveau R+3 est accessible au public.

Les modifications apportées aux dispositions déjà proposés et validés dans les PC initiaux de l'école seront indiquées en rouge pour une lisibilité plus facile.

Nota : Un dossier de conception du Système de Sécurité Incendie de l'Ecole a été rédigé (cahier des charges fonctionnel, plans de zonage et tableaux de corrélation). Ce dossier a été déposé pour avis des autorités compétentes.

III. CLASSEMENT (CCH R 143.18 à R143-21) (R1 & R2)

- Classement initial

Selon le Procès-verbal de la CCDSA en date du 13 Octobre 2021, conformément à l'article R2, les activités et les effectifs étaient les suivants :

TOUT NIVEAUX (Locaux)	ARTICLES DE REFERENCE	MODE DE CALCUL	EFFECTIF DU PUBLIC	EFFECTIF DU PERSONNEL	EFFECTIF TOTAL
TOTAL	R2	Déclaration	1366	35	1401
TOTAL			1366	35	1401

Type (activité principale et secondaire) : ERP de type R

Catégorie : 2^{ème} Catégorie

Effectifs : 1401 personnes maximum.



- **Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés**

Dans le cadre du présent projet, il est uniquement prévu des travaux d'aménagement des terrasses situées au R+3 (accessible au public) et au R+4 (non accessible au public, relève du Code du travail) de l'établissement.

Ces terrasses seront accessibles uniquement au personnel et au public déjà comptabilisés dans la déclaration d'effectif citée au § ci-dessus. Elles ne seront pas accessibles à du public extérieur.

Par conséquent, le type d'activité et les effectifs de l'établissement restent inchangés.

Type (activité principale et secondaire) : ERP de type R

Catégorie : 2^{ème} Catégorie

Effectifs : 1401 personnes maximum.

Sans modification dans le cadre du présent projet.

IV. REGLEMENTATION APPLICABLE

- Arrêté du 20 Avril 2017, relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

V. SOLUTIONS RETENUES POUR L'EVACUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP POUR CHAQUE NIVEAU DE LA CONSTRUCTION (GN 8)

Dispositions validées :

Compte tenu de l'activité cet établissement, l'évacuation immédiate des personnes en situation de handicap par l'aide humaine a été retenue et proposée dans le cadre de l'article CO60.

Ils seront guidés ou transportés jusqu'à l'extérieur par le personnel à des distances permettant d'être à l'abri du rayonnement thermique envisageable.

Le personnel sera formé spécifiquement à cet effet et des consignes seront rédigées, affichées et annexées au registre de sécurité.

En complément chaque niveau sera recoupé au moins une fois de façade à façade par des cloisons coupe-feu de degrés 1h et des portes de coupe-feu de degrés 1/2h placées sur les circulations permettant de proposer une solution équivalente.

Pour tenir compte des personnes souffrant d'une déficience auditive, la diffusion de l'alarme générale sonore sera complétée par un signal visuel dans tous les locaux auxquels le public à accès isolement (sanitaires, box post production et vestiaires).

Sans modification dans le cadre du présent projet.



VI. MESURES PRISES EN FONCTION DE LA REGLEMENTATION (ART. 2 A 23)

- Cheminements extérieurs (art. 2)

Dispositions validées :

Les travaux entrepris sur les cheminements sur le parvis entre les bâtiments respecteront les exigences suivantes :

- Un cheminement accessible permettra d'accéder à l'entrée principale de chaque ERP depuis l'accès au terrain.
- Le cheminement aura un repère continu contrasté tactilement et visuellement.
- Des pentes de moins de 4 % seront prévues avec palier de repos.
- Le cheminement aura un dévers inférieur à 2%.
- La largeur minimale du cheminement accessible sera de 1,40 m libre de tout obstacle afin de faciliter les croisements.
- Les seuils et ressauts à bord arrondi ou muni d'un chanfrein présenteront une hauteur inférieure ou égale à 2 cm.
- Les éléments structurants du cheminement seront repérés pour les malvoyants.
- Les sols seront non meubles, non glissants, non réfléchissants et sans obstacle à la roue.
- Les trous en sol auront un diamètre ou une largeur maximale de 2cm.
- Le cheminement accessible sera libre de tout obstacle sur une hauteur de 2,20 m.
- Un dispositif d'éclairage du cheminement sera prévu.
- Les parois vitrées situées sur les cheminements ou en bordure immédiate de ceux-ci seront repérables par des personnes de toutes tailles à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat.
- Une signalisation adaptée sera mise en place à l'entrée du terrain de l'opération, à proximité des places de stationnement pour le public, ainsi qu'en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public.

Les dispositions prévues sont détaillées à l'article 6 du présent document.

- Stationnement (art. 3)

Dispositions validées :

Pas de parking accueillant du public, mais uniquement le personnel lié aux 2 immeubles. Il dispose de 3 places de parking.

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- Accès au bâtiment (art. 4) & Accueil du public (art. 5)

Dispositions validées :

L'accès principal est accessible en continuité avec le cheminement accessible.

L'entrée principale de chaque bâtiment et des chaque cellules seront facilement repérables.

Lorsque l'accueil sera sonorisé, il sera équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique respectant les dispositions de l'annexe 9.

L'accueil de l'école sera équipé obligatoirement d'une telle boucle d'induction magnétique.

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- **Circulations intérieures horizontales (art. 6)**

Dispositions validées :

Les circulations menant aux différents locaux auront une largeur de passage supérieure à 1,40m.

Ces circulations n'auront pas de dévers et sont horizontales.

Les seuils et ressauts à bord arrondi ou muni d'un chanfrein présenteront une hauteur inférieure ou égale à 2 cm. Cette hauteur maximale peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33%. La distance maximale entre deux ressauts sera de 2,50m.

Des espaces de manœuvre de porte seront prévus de chaque côté des portes accessibles au public.

Des espaces d'usage seront prévus devant chaque équipement ou aménagement.

Les sols seront non meubles, non glissants, non réfléchissants et sans obstacle à la roue.

Le cheminement sera libre de tout obstacle et la hauteur libre sera supérieure à 2,20m.

Si des éléments implantés sont en saillie de plus de 15cm, un repérage visuel et tactile sera prévu.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public.

Les circulations extérieures horizontales de l'établissement seront accessibles et sans danger pour les personnes en situation de handicap. Les principaux éléments structurants du cheminement seront repérables par les personnes ayant une déficience visuelle. Le gros mobilier et l'agencement principal occuperont des emplacements définis qui permettront de ne pas gêner ou rétrécir les cheminements accessibles, qui seront de minimum de 1,40m. Si un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, il sera entre 1,20m et 1,40 m.

Ces circulations n'auront pas de dévers et sont horizontales. Elles respecteront les dispositions définies à l'article 2 (à l'exception repérage et guidage). Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (\varnothing 1,50) sera respecté en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire sera donné à l'utilisateur.

Un espace de manœuvre de porte sera respecté de part et d'autre de chaque porte accessible (1,70 m en poussant et 2,20 m en tirant). Un espace d'usage (0,80 x 1,30 m) sera prévu devant chaque équipement ou aménagement situé le long du cheminement afin d'en permettre l'atteinte et l'usage. Il est également à noter que le mobilier est meuble et non fixe : il pourra donc être moduler et déplacer dans les espaces définis.

Le sol ou le revêtement du cheminement accessible sera non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue. Il n'existera pas de trous et ni de fentes. Le cheminement accessible sera libre de tout obstacle. Les éventuelles parois vitrées sur les cheminements accessibles ou en bordure immédiate seront visuellement contrastées et visible de part et d'autre de la paroi.

Pour rappel, les éléments éventuels qui ne pourraient pas être mis en dehors du cheminement accessible répondront aux exigences de l'article 2, 3°.

- **Circulations intérieures verticales (art.7)**

Dispositions validées :

L'école étant le seul ERP à étages, elle aura des ascenseurs pour personnes handicapées conforme à la norme NF EN 81-70 desservant le RdC et les étages. Il sera prévu plusieurs escaliers ouverts au public dans les conditions normales de fonctionnement pour l'école : escaliers de 1,40m de large à minima.



Dispositions validées : (suite)

Les caractéristiques des escaliers sont :

- La largeur entre mains courantes sera de 1,20m minimum.
- La hauteur des marches sera de 16 cm maximum.
- La largeur des giron sera supérieure ou égale à 28 cm.
- En haut de chaque volée d'escalier, un revêtement de sol permettra l'éveil à la vigilance à une distance de 50 cm de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile.
- La première et la dernière marche de chaque volée seront pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 10cm, visuellement contrastée par rapport à la marche.
- Les nez de marches seront contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier, seront non glissants et sans débord excessif par rapport à la contre-marche.

Les escaliers posséderont une main courante de chaque côté.

Les mains courantes seront situées entre 80cm et 1m du sol, seront prolongées horizontalement de la longueur d'une marche au-delà de la première et dernière marche de chaque volée.

Les mains courantes seront continues, rigides et facilement préhensibles, et être différenciées de la paroi support par un contraste visuel.

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- Tapis roulants – escaliers – plans inclinés mécaniques (art.8)

Dispositions validées : Sans objet.

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- Revêtements de sols, murs et plafonds (art.9)

Dispositions validées :

Les revêtements de sol seront sûrs et permettront une circulation aisée des personnes à mobilité réduite.

Les revêtements de sol, murs ne créeront pas de gêne visuelle ou sonore.

- Sols : moquette foncée ou carrelage foncé.
- Murs : peinture claire sur plaques de plâtre.
- Plafonds : blancs.

Pour les différentes zones accueil, il est prévu des matériaux absorbants type faux-plafond acoustique reprenant la totalité des zones : Accueil de l'école, accueil de la conciergerie, accueil du magasin.

Pour le café du Rdc, il sera prévu des matériaux absorbants type faux-plafond acoustique reprenant la totalité de la surface des 250 m² du Rdc.

- Demandé : $0,25 \times 250 \text{m}^2 = 62,5 \text{m}^2$
- Prévu : $0,7 \times 250 \text{m}^2 = 175 \text{m}^2$

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public.

Les revêtements et équipements de sols des espaces accessibles seront sûrs et permettront une circulation aisée des personnes en situation de handicap. Les revêtements (sols, murs) dans les espaces accessibles ne créeront pas de gêne visuelle ou sonore. Le revêtement du sol sera en bois.

Si présence de tapis, ils seront fixes et présenteront une dureté nécessaire pour ne pas gêner la progression d'un fauteuil roulant. Ils ne créeront pas de ressaut de plus de 2 cm.



- **Portes, portiques et sas (art.10)**

Dispositions validées :

Les portes principales desservant des locaux ou zones pouvant recevoir moins de 100 personnes auront une largeur minimale de 0,90 m.

Les portes principales desservant des locaux ou zones pouvant recevoir plus de 100 personnes auront une largeur minimale de 1,40 m.

Pour les portes à deux vantaux, le vantail principal offrira un passage libre de 90cm.

Un espace de manœuvre de porte devant chaque porte sera prévu.

Les poignées de portes seront facilement préhensibles et manœuvrables en position « debout » comme « assis », y compris par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet. Leurs extrémités situées à plus de 40 cm d'un angle rentrant. L'effort nécessaire pour ouvrir les portes sera inférieur ou égal à 50 N.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public. Les portes d'accès aux terrasses respecteront les dispositions décrites et déjà validées dans les précédentes notices. Par conséquent, les portes qui seront situées sur le cheminement, permettront le passage des personnes en situation de handicap.

Pour rappel, les éventuelles parties vitrées présentes sur le cheminement praticable seront repérables à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement et visibles de part et d'autre de la paroi vitrée.

Un espace de manœuvre de porte sera prévu devant chaque porte. Les portes ou leur encadrement présents ainsi que leur dispositif d'ouverture présenteront un contraste visuel par rapport à leur environnement. Les éventuelles portes comportant une partie vitrée importante seront repérables ouvertes comme fermées à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement et visibles de part et d'autre de la paroi vitrée.

- **Equipements et dispositifs de commande (art. 11)**

Dispositions validées :

Les équipements seront accessibles au public et seront repérables grâce notamment à un éclairage particulier ou par un contraste visuel ou tactile. Un espace d'usage sera prévu devant chaque équipement.

Le café, le magasin et la conciergerie disposeront de zone accueil avec comptoir accessible munis de tablette de comprise entre 70 et 80 cm de hauteur avec un vide en partie inférieure de 60 x 30 x 70 cm.

La salle polyvalente de l'école sera équipée d'une boucle à induction magnétique.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public.

Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service seront repérés (éclairage particulier ou contraste visuel et/ou tactile pour les dispositifs de commande), détectés, atteints et utilisés par les personnes handicapées. La disposition des équipements ne créera pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle. Plusieurs équipements / mobiliers auront la même fonction dans le cadre du projet, il sera donc prévu au moins un équipement / mobilier par groupe sera repéré, détecté, atteint et utilisé par les personnes handicapées. Tout mobilier ou équipement accessible disposera d'un espace d'usage de 0,80 mètre par 1,30 mètre. Ils seront atteignables et pourront être utilisés par des personnes handicapées (dont PMR, position assise et position debout). Il est également à noter que le mobilier est meuble et non fixe : il pourra donc être moduler et déplacer dans les espaces définis.



Pour être utilisable en position assis, les équipements / éléments de mobilier respecteront les caractéristiques dimensionnelles et les dispositions prévues à l'article 11, 2°, a) et b).

Les boutons et les interrupteurs de commande mis à disposition du public ne seront pas à effleurement.

- **Sanitaires (art. 12)**

Dispositions validées :

Existence de cabinets d'aisances accessibles au public dans l'école comportant des lavabos accessibles.

Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, comportera au moins un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible.

Les cabinets d'aisances adaptés seront installés au même emplacement que les autres cabinets d'aisances. Lorsqu'il existe des cabinets d'aisances séparés pour chaque sexe, un cabinet d'aisances accessible séparé pour chaque sexe sera aménagé par étage contenant des cabinets d'aisance.

Les lavabos ou un lavabo au moins par groupe de lavabos seront accessibles aux personnes handicapées ainsi que les divers aménagements tels que notamment miroir, distributeur de savon, sèche-mains, patères.

Dans sanitaire :

- Hors débatement de porte, espace d'usage situé latéralement par rapport à la cuvette de 0,80mx1,30m.
- Et espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour, (diamètre 1,5m libre) situé à l'intérieur du cabinet.
- Un lavabo accessible présentera un vide en partie inférieure d'au moins 0.30m de profondeur,
- 0.60m de largeur et 0.70m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.
- Cuvette : hauteur d'assise : comprise entre 0,46m et 0,50 m abattant inclus.
- Barre d'appui latérale : hauteur entre 0,7m et 0,8 m.

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- **Les sorties (art. 13)**

Dispositions validées :

Les sorties seront repérables sans risque de confusion avec les issues de secours.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public.

Les sorties (accès terrasse) seront repérables, atteignables et utilisables par les personnes en situation de handicap. Chacune de ces sorties sera repérable en tout point où le public sera admis.

- **Eclairage (art. 14)**

Dispositions validées :

Les valeurs d'éclairage minimale seront respectées :

- 20 lux en tout point du cheminement extérieur accessible : éclairage par mât + éclairage sur façade bâtiment.
- 100 lux en tout point des circulations intérieures horizontales : éclairage intégré dans faux plafond et appliques aux murs.
- 200 lux en tout point du poste d'accueil : éclairage en plafond au droit du poste.
- 150 lux en tout point de chaque escalier : éclairage par appliques sur murs.

La mise en œuvre des points lumineux sera prévue pour éviter tout effet d'éblouissement direct des usagers en position debout comme assis ou de reflet sur la signalétique.

Le fonctionnement de l'éclairage dans les circulations se fera par détection de présence. La détection couvrira l'ensemble de l'espace concerné et deux zones de détection successives se chevaucheront.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public.

Les éclairages prévus respecteront les dispositions ci-dessus et prévues à l'article 14.

- **Public assis (art. 16)**

Dispositions validées :

Salle polyvalente de l'école, des emplacements PMR sont prévus au Rdc au nombre de 9 sur les 169 places possibles.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public. Le mobilier sera principalement composé de chaises, tables et bancs à destination d'un public assis (cf. § Equipements et dispositifs de commandes – Article 11). Les emplacements accessibles seront implantés et aménagés par rapport aux cheminements adaptés. Il est également à noter que le mobilier est meuble et non fixe : il pourra donc être moduler et déplacer dans les espaces définis.

- **Locaux d'hébergement (art. 17)**

Dispositions validées : Sans objet.

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- **Douches et cabines (art. 18)**

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- **Caisnes de paiement et dispositifs en batterie (art. 19)**

Dispositions validées : Au moins 1 caisse de paiement du magasin (<20) sera accessible par un cheminement accessible et sera prioritairement ouverte.

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.



- Téléviseurs (art. 20)

Dispositions non modifiées dans le cadre du présent projet.

- Information et signalisation

Dispositions validées :

Une signalisation extérieure adaptée sera prévue aux points de choix d'itinéraires (ou en cas de pluralité de cheminement). Les entrées seront repérées.

Dans les circulations intérieures, les éléments structurants seront repérés.

Tous les éléments permettant la signalisation seront visibles, lisibles et compréhensibles.

Dans le cadre du projet, il est prévu un aménagement extérieur (terrasses situées au R+3 et au R+4 de l'établissement uniquement). Pour mémoire, seule la terrasse au R+3 sera accessible au public. Tout élément d'informations et de signalisation respecteront l'annexe 3 de l'arrêté du 20 Avril 2017 (visibilité, lisibilité, compréhension).

VII. DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE) (R143-13 ET GN 4)

Nombre : 0

Je soussigné(e), ERIC BROWEX, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles générales de construction, prise en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du Code de la Construction et de l'habitation.

Le 24 Avril 2022

BORDEAUX Y-NOV CAMPUS
88-89 quai des Chartrons
33000 BORDEAUX
RCS Bordeaux 532 757 390 0010

n° Document n°21711

**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des
territoires et de la mer

DDTM 33/SHLCD/Qualité de la
Construction

Dossier suivi par
Phylippe KONÉ

Tél : +33 5 56 93 30 07
phylippe.kone@gironde.gouv.fr

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

SCDA

Réunion du mardi 26 octobre 2021

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-60 ;

Arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

Arrêté du 1 août 2006 (dépôt pour instruction avant le 01 juillet 2017) fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création ;

Arrêté du 20 avril 2017 (dépôt pour instruction après le 30 juin 2017) relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 033 069 21 0 0031

N° urbanisme : PC 033 069 19 V 0121 M2

Commune : LE BOUSCAT

Demandeur : SCCV BORDEAUX RAVEZIES représenté(e) par M MAILLARD François

Adresse du demandeur : 2-4 Rue Victor NOIR 92200 NEUILLY SUR SEINE

**Nom établissement : IMMEUBLES COMMERCIAUX -BUREAUX-RESTAURANT-CAFÉ
ET ÉCOLE**

n° Document n°21711 travaux : Place RAVEZIES 33110 LE BOUSCAT
Type : M Magasins de vente, centres commerciaux / Catégorie ERP : 2

Nature des travaux :

Construction de deux immeubles avec commerces- conciergerie- café et école. Modification n°2.

-construction neuve.

Demande de dérogation : non

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet.

A BORDEAUX, le mardi 26 octobre 2021

Pour la Préfète

Le président de la commission


M BERRY Mathias

DEMANDE(S) DE DÉROGATION(S)

5.



n° Document n°21712

**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des
territoires et de la mer

DDTM 33/SHLCD/Qualité de la
Construction

Dossier suivi par
Phylippe KONÉ

Tél : +33 5 56 93 30 07
phylippe.kone@gironde.gouv.fr

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

SCDA

Réunion du mardi 26 octobre 2021

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-60 ;

Arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

Arrêté du 1 août 2006 (dépôt pour instruction avant le 01 juillet 2017) fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création ;

Arrêté du 20 avril 2017 (dépôt pour instruction après le 30 juin 2017) relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 033 069 21 0 0031

N° urbanisme : PC 033 069 19 V 0121 M2

Commune : LE BOUSCAT

Demandeur : SCCV BORDEAUX RAVEZIES représenté(e) par M MAILLARD François

Adresse du demandeur : 2-4 Rue Victor NOIR 92200 NEUILLY SUR SEINE

**Nom établissement : IMMEUBLES COMMERCIAUX -BUREAUX-RESTAURANT-CAFÉ
ET ÉCOLE**

n° Document n°21712avaux : Place RAVEZIES 33110 LE BOUSCAT
Type : M Magasins de vente, centres commerciaux / Catégorie ERP : 2

Nature des travaux :

Construction de deux immeubles avec commerces- conciergerie- café et école. Modification n°2.

-construction neuve.

Demande de dérogation : non

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet.

A BORDEAUX, le mardi 26 octobre 2021

Pour la Préfète

Le président de la commission


M BERRY Mathias



ATTESTATION



6.





Qualiconsult®

Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

Annule et remplace le rapport ATTHAND2 version 3 du 13/07/2023

PROJET RAVEZIES

SCCV BORDEAUX RAVEZIES

Place Ravezies
33000 BORDEAUX

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
032331801318	18/07/2023	280

Chargé(e) d'affaire
Lionel CASANA



Qualiconsult®

Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

Construction d'établissement recevant du public (ERP) soumise à Permis de Construire

Annule et remplace le rapport ATTHAND2 version 3 du 13/07/2023

A transmettre par le maître d'ouvrage à l'autorité administrative ayant délivré le permis de construire et au maire avec la déclaration d'achèvement des travaux et délivrée par un contrôleur technique ou un architecte au maître de l'ouvrage en application des articles L.111-7-4 et R. 111-19-27 du code de la construction et de l'habitation.

Je soussigné(e) Lionel CASANA de la société QUALICONSULT, en qualité d'organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L. 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments.

Atteste que par contrat de vérification technique n°032331801318 en date du 14/02/2020 la Société : SCCV BORDEAUX RAVEZIES, maître de l'ouvrage de l'opération de construction située à Place Ravezies, 33000 BORDEAUX :

PROJET RAVEZIES

Réf. Du PC : n° 3306919V0121

Date du dépôt de la demande de PC : 28/11/2012

Date du PC : 10/07/2020

Modificatifs éventuels :

a confié, à QUALICONSULT, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux réalisés (dans le cadre du PC référencé ci-dessus) respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées ci-après.

Nombre de bâtiments, équipements ou locaux séparés : 1

- **Règles en vigueur considérées :**
 - Articles R.111-19 à R.111-19-3 du Code de la construction et de l'habitation.

▪ Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

○ **Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission :**

▪ EXE-015-INE-AAA-RDC-TZN-NDC-100 (indice A) du 06/07/2022 : Rapport Eclairage Hall A - Suspensions.pdf

▪ EXE-015-INE-BBB-RDC-TZN-NDC-101 (indice A) du 06/07/2022 : Rapport Eclairage YNOV - Suspensions.pdf

▪ EXE-015-INE-BBB-TNX-TZN-NDC-102 (indice A) du 06/07/2022 : Rapport Eclairage YNOV - Circulations.pdf

▪ EXE-015-INE-TBA-TNX-TZN-NDC-103 (indice A) du 06/07/2022 : Rapport Eclairage.pdf

▪ EXE-015-INE-BBB-RDC-TZN-NDC-104 (indice C) du 13/12/2022 : Rapport Eclairage Hall + salle multi Bâtiment B.pdf

▪ EXE-015-INE-BBB-TNX-TZN-NDC-105 (indice B) du 13/12/2022 : Rapport Eclairage Type E Bâtiment B.pdf

▪

○ **Solutions d'effet équivalent accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :**

NEANT

► A l'issue de sa visite de vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 18/07/2023, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

→ **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable (*).

→ **NR** Le vérificateur a constaté sur les travaux réalisés une ou des dispositions qui ne respectent pas la règle d'accessibilité applicable (*).

→ **SO** La disposition considérée est Sans Objet pour la présente opération.

Date : 18/07/2023

Lionel CASANA



(*) Voir commentaire général CG01 en page 3.

LISTE DES CONSTATS

Commentaires généraux

CG 01	<i>Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.</i>
CG 02	<i>Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités : NEANT</i>

Récapitulatif des commentaires particuliers

1. Généralités

Pas de commentaire particulier

2. Cheminements extérieurs

Pas de commentaire particulier

3. Stationnement automobile

Pas de commentaire particulier

4. Accès à l'établissement ou à l'installation

Pas de commentaire particulier

5. Accueil du public

Pas de commentaire particulier

6. Circulations intérieures horizontales

Pas de commentaire particulier

7. Circulations intérieures verticales

Pas de commentaire particulier

8. Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

Pas de commentaire particulier

9. Revêtements de sols, murs et plafonds

Pas de commentaire particulier

10. Portes, portiques et sas

Pas de commentaire particulier

11. Locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande

Pas de commentaire particulier

12. Sanitaires

Pas de commentaire particulier

13. Sorties

Pas de commentaire particulier

14. Éclairage

Pas de commentaire particulier

15. Dispositions spécifiques applicables à certains types d'établissements (articles 16 à 19)

Pas de commentaire particulier

16. Établissements recevant du public assis
Pas de commentaire particulier

17. Établissements comportant des locaux d'hébergement
Pas de commentaire particulier

18. Cabines et espaces à usage individuel
Pas de commentaire particulier

19. Caisses de paiement et dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série
Pas de commentaire particulier

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
1. Généralités			
Appréciation de synthèse sur le respect de l'arrêté			
2. Cheminements extérieurs			
Généralités			
✓ Cheminement usuel ou un des cheminements usuels accessible de l'accès terrain au jusqu'à l'entrée principale du bâtiment	R		
✓ Cheminement accessible entre les places de stationnement adaptées et l'entrée du bâtiment	SO		
✓ Accessibilité aux équipements ou aménagements extérieurs	SO		
Repérage et guidage			
✓ Signalisation adaptée			
○ A l'entrée du terrain de l'opération	R		
○ A proximité des places de stationnement pour les visiteurs	R		
○ En chaque point de changement d'itinéraire	R		
○ Depuis l'entrée du terrain pour repérer la place de stationnement adaptée (cas où le cheminement n'est pas accessible)	R		
✓ Guidage continu et contrasté sur le cheminement	R		
✓ Si bande de guidage, respect de l'annexe 6 ou NF P 98-352:2015	R		
Largeur ≥ 1,40 m	R		
Rétrécissements ponctuels ≥ 1,20 m	R		
Dévers ≤ 2 %	R		
Pentes			
✓ Existence de pente à chaque dénivellation du cheminement accessible aux personnes en fauteuil roulant	R		
✓ Pente < 4 %	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ Pente entre 4 et 5 % : palier de repos tous les 10 m	R		
✓ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi	SO		
✓ Pente entre 8 et 10 % sur 0,50 m maxi	SO		
✓ Pente > 10 % : interdite	SO		
✓ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente	R		
✓ Pas de ressauts en bas et en haut d'un plan incliné	SO		
Caractéristiques des paliers de repos			
✓ 1,20 x 1,40 m	R		
✓ Paliers horizontaux au dévers près	R		
Seuils et ressauts			
✓ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33%)	R		
✓ Arrondis ou chanfreinés	R		
✓ Ressauts successifs			
○ Distance entre deux ressauts successifs ≥ 2,50 m	SO		
○ Palier de repos entre deux ressauts successifs	SO		
○ Pas de ressauts successifs dans une pente	SO		
Espaces de manœuvre avec possibilité de ½ tour			
✓ Emplacements	R		
✓ Dimensions : ø 1,50 m	R		
Espaces de manœuvre de porte			
✓ Emplacements	SO		
✓ Dimensions	SO		
Espaces d'usage			
✓ Devant chaque équipement ou aménagement	R		
✓ Dimensions : 0,80 m x 1,30 m	R		
Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
Trous en sol : \emptyset ou largeur \leq à 2 cm	R		
Cheminement libre de tout obstacle			
✓ Hauteur libre \geq 2,20 m	R		
✓ Si hauteur $<$ 2,20 m et en saillie latérale $>$ 15 cm, présence d'un ou deux dispositif de détection contrasté situé dans la zone de balayage (selon annexe 4)	SO		
Bornes, mobiliers et poteaux répondent à l'annexe 5	SO		
Protection si rupture de niveau \geq 0,25 m à moins de 0,90 m	SO		
Protection des espaces sous escaliers	SO		
Protection latérale des escaliers	SO		
Repérage des parois vitrées visibles de part et d'autre de la paroi	R		
Volée d'escaliers de 3 marches ou plus :			
✓ Largeur			
○ \geq 1,20 m entre mains courantes	SO		
○ \geq 1,20 m entre la main courante et le fût central (si $\emptyset \leq$ 40 cm)	SO		
✓ Hauteur des marches \leq 16 cm	SO		
✓ Giron des marches \geq 28 cm	SO		
✓ Dispositif d'éveil de la vigilance à 50 cm de la première marche (ou 28 cm si implantation plus efficace)			
○ Au niveau des paliers d'étages	SO		
○ Au niveau des paliers intermédiaires	SO		
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1ère et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches	SO		
✓ Nez de marches			
○ De couleur contrastée sur au moins 3 cm en horizontal	SO		
○ Non glissant	SO		
○ Sans débord excessifs de plus d'une dizaine de millimètres	SO		
✓ Mains courantes			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
○ De chaque côté ou sur le côté extérieur si fût central avec $\varnothing \leq 40$ cm	SO		
○ Hauteur			
▪ Entre 0,80 et 1,00 m	SO		
▪ Si garde-corps > 1 m, main courante entre 0,80 et 1 m	SO		
○ Continue, rigide et facilement préhensible y compris sur chaque palier intermédiaire (discontinuité de 10 cm maximum côté mur si fût central)	SO		
○ Dépassant les premières et dernières marches			
▪ Horizontalement de la longueur du giron sans créer d'obstacle	SO		
▪ Non exigé côté intérieur si fût central : présence d'un contraste tactile pour détecter la présence du palier	SO		
○ Différenciée du support par éclairage particulier ou contraste visuel	SO		
Volée d'escalier de moins de 3 marches :			
✓ Dispositif d'éveil de la vigilance à 50 cm de la première marche (ou 28 cm si implantation plus efficace)			
○ Au niveau des paliers d'étages	SO		
○ Au niveau des paliers intermédiaires	SO		
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1ère et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches	SO		
✓ Nez de marches			
○ De couleur contrastée sur au moins 3 cm en horizontal	SO		
○ Non glissant	SO		
○ Sans débord excessifs de plus d'une dizaine de millimètres	SO		
Signalisation des croisements véhicules/piétons			
✓ Dispositif d'éveil de la vigilance (selon annexe 6)	SO		
✓ Marquage au sol et signalisation pour les conducteurs	SO		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ Dispositif pour élargir le champ de vision des conducteurs, si nécessaire	SO		
Feux tricolores équipés de dispositifs répéteurs de feux de circulation selon annexe 8	SO		
3. Stationnement automobile			
Repérage des places de stationnement adaptées depuis l'entrée du parking	SO	Parc de stationnement en sous sol réservé au personnel de l'établissement	
Localisation à proximité de l'entrée, de la sortie, du hall d'accueil ou de l'ascenseur	SO		
Possibilité d'être concentrées sur les 2 niveaux les plus proches de la surface	SO		
Cheminement accessible reliant les places adaptées à l'entrée, sortie ou ascenseur	SO		
Borne de paiement accessible	SO		
Signalisation des places de stationnement adaptées			
✓ Marquage au sol	SO		
✓ Signalisation verticale	SO		
2% de l'ensemble des places prévues pour le public ou suivant arrêté municipal si plus de 500 places	SO		
Caractéristiques dimensionnelles			
✓ Espace horizontal au dévers de 2 % près	SO		
✓ Largeur ≥ 3,30 m	SO		
✓ Longueur ≥ 5 m	SO		
✓ Places en épi ou en bataille : surlongueur de 1,20 m matérialisée par une peinture ou une signalisation au sol	SO		
✓ Raccordement au cheminement d'accès			
○ Ressaut ≤ 2 cm	SO		
○ Sur 1,40 m à partir de la place : cheminement horizontal au dévers près	SO		
✓ Sortie en fauteuil des places « boxées »	SO		
Contrôle d'accès et de sortie utilisable par des personnes sourdes, malentendantes ou muettes			
✓ Bornes visibles directement du poste de	SO		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
contrôle			
❖ OU			
✓ Signaux liés au fonctionnement du dispositif : sonores et visuels	SO		
✓ ET appareil d'interphonie			
○ Muni d'un système permettant de visualiser le conducteur	SO		
○ Boucle à induction magnétique selon annexe 9	SO		
○ Retour visuel des informations principales données oralement	SO		
4. Accès à l'établissement ou à l'installation			
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible			
✓ Accès horizontal et sans ressaut	R		
✓ Si ressaut			
○ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33%)	R		
○ Arrondis ou chanfreinés	R		
Repérage des entrées principales			
✓ Facilement repérables et détectables	R		
✓ N° ou dénomination du bâtiment situé dans le champ visuel à proximité de la porte d'entrée	R		
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour devant le dispositif d'accès	R		
Dispositifs d'accès au bâtiment			
✓ Facilement repérable par un contraste visuel ou une signalétique et non situé dans une zone d'ombre	R		
✓ Signaux liés au fonctionnement des dispositifs d'accès : sonores et visuels	SO		
✓ Déverrouillage électrique : temporisation permettant le passage d'une personne à mobilité réduite	SO		
✓ Contraste visuel et tactile du bouton de déverrouillage de la porte	SO		
Atteinte des systèmes d'accès et dispositif de commande manuelle :			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	R		
✓ Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m	R		
✓ Au droit un espace d'usage 0,80 x 1,30 m	R		
Contrôle d'accès et de sortie :			
✓ Visualisation directe du visiteur par le personnel	R		
❖ OU			
✓ Signaux liés au fonctionnement du dispositif : sonores et visuels	R		
✓ ET appareil d'interphonie			
○ Muni d'un système permettant de visualiser le conducteur	R		
○ Boucle à induction magnétique selon annexe 9	R		
○ Retour visuel des informations principales données oralement	R		
5. Accueil du public			
Si existence d'un point d'accueil :			
✓ Au moins un accessible	R	Un seul point d'accueil	
✓ Point d'accueil aménagé prioritairement ouvert	R	Un seul point d'accueil	
✓ Signalisation du point d'accueil adapté dès l'entrée	R	Un seul point d'accueil	
✓ Ambiance visuel et sonore adaptée	R		
Banques d'accueil et mobilier en faisant office			
✓ Utilisables en position debout ou assis	R		
✓ Permet une communication visuelle de face en évitant les effets d'éblouissement ou de contre-jour	R		
Éléments de mobilier permettant de lire, écrire ou utiliser un clavier			
✓ Face supérieure à une hauteur ≤ à 0,80 m	R		
✓ Vide en partie inférieure ≥ 0,70 x 0,60 x 0,30 m (H x L x P)	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m devant chaque le mobilier	R		
Si accueil sonorisé, présence d'une boucle à induction magnétique selon annexe 9 signalée par un pictogramme	R		
ERP de 1ère à la 4ème catégorie et ERP remplissant une mission de service public : boucle à induction magnétique selon annexe 9 signalée par un pictogramme requise	R		
6. Circulations intérieures horizontales			
Largeur de la circulation			
✓ ≥ 1,40 m	R		
✓ Rétrécissements ponctuels ≥ 1,20 m	R		
✓ Cas des restaurants et des débits de boisson			
○ ≥ 1,40 m pour les allées structurantes	SO		
○ Fixée par le règlement de sécurité incendie pour les autres allées	SO		
Dévers ≤ 2 %	R		
Pentes			
✓ Existence de pente à chaque dénivellation du cheminement accessible aux personnes en fauteuil roulant	R		
✓ Pente < 4 %	R		
✓ Pente entre 4 et 5 % : palier de repos tous les 10 m	R		
✓ Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi	R		
✓ Pente entre 8 et 10 % sur 0,50 m maxi	SO		
✓ Pente > 10 % : interdite	SO		
✓ Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente	R		
✓ Pas de ressauts en bas et en haut d'un plan incliné	R		
Caractéristiques des paliers de repos			
✓ 1,20 x 1,40 m	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ Paliers horizontaux au dévers près	R		
Seuils et ressauts			
✓ ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente < 33%)	R		
✓ Arrondis ou chanfreinés	R		
✓ Ressauts successifs			
○ Distance entre deux ressauts successifs ≥ 2,50 m	SO		
○ Palier de repos entre deux ressauts successifs	SO		
○ Pas de ressauts successifs dans une pente	SO		
Espaces de manœuvre avec possibilité de ½ tour			
✓ Emplacements	R		
✓ Dimensions : ø 1,50 m	R		
Espaces de manœuvre de porte			
✓ Emplacements	R		
✓ Dimensions	R		
Espaces d'usage			
✓ Devant chaque équipement ou aménagement	R		
✓ Dimensions : 0,80 m x 1,30 m	R		
Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	R		
Trous en sol : ø ou largeur ≤ à 2 cm	SO		
Cheminement libre de tout obstacle			
✓ Hauteur libre ≥ 2,20 m (2 m pour les parcs de stationnement)	R		
✓ Si hauteur < 2,20 m (2 m pour les parcs de stationnement) et en saillie latérale > 15 cm, présence d'un ou deux dispositif de détection contrasté situé dans la zone de balayage (selon annexe 4)	R		
Bornes, mobiliers et poteaux répondent à l'annexe 5	R		
Protection si rupture de niveau ≥ 0,25 m à moins de 0,90 m	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
Protection des espaces sous escaliers	R		
Protection latérale des escaliers	R		
Repérage des parois vitrées visibles de part et d'autre de la paroi	R		
Volée d'escaliers de 3 marches ou plus :			
✓ Largeur			
○ ≥ 1,20 m entre mains courantes	SO		
○ ≥ 1,20 m entre la main courante et le fût central (si $\varnothing \leq 40$ cm)	SO		
✓ Hauteur des marches ≤ 16 cm	SO		
✓ Giron des marches ≥ 28 cm	SO		
✓ Dispositif d'éveil de la vigilance à 50 cm de la première marche (ou 28 cm si implantation plus efficace)			
○ Au niveau des paliers d'étages	SO		
○ Au niveau des paliers intermédiaires	SO		
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1ère et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches	SO		
✓ Nez de marches			
○ De couleur contrastée sur au moins 3 cm en horizontal	SO		
○ Non glissant	SO		
○ Sans débord excessifs de plus d'une dizaine de millimètres	SO		
✓ Mains courantes			
○ De chaque côté ou sur le côté extérieur si fût central avec $\varnothing \leq 40$ cm	SO		
○ Hauteur			
▪ Entre 0,80 et 1,00 m	SO		
▪ Si garde-corps > 1 m, main courante entre 0,80 et 1 m	SO		
○ Continue, rigide et facilement préhensible y compris sur chaque palier intermédiaire (discontinuité de 10 cm maximum côté mur si fût central)	SO		
○ Dépassant les premières et dernières marches			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
▪ Horizontalement de la longueur du giron sans créer d'obstacle	SO		
▪ Non exigé côté intérieur si fût central : présence d'un contraste tactile pour détecter la présence du palier	SO		
○ Différenciée du support par éclairage particulier ou contraste visuel	SO		
Volée d'escalier de moins de 3 marches :			
✓ Dispositif d'éveil de la vigilance à 50 cm de la première marche (ou 28 cm si implantation plus efficace)			
○ Au niveau des paliers d'étages	SO		
○ Au niveau des paliers intermédiaires	SO		
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1ère et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches	SO		
✓ Nez de marches			
○ De couleur contrastée sur au moins 3 cm en horizontal	SO		
○ Non glissant	SO		
○ Sans débord excessifs de plus d'une dizaine de millimètres	SO		
7. Circulations intérieures verticales			
Signalétique repérant l'escalier, l'ascenseur ou l'équipement mobile non visible depuis l'entrée du bâtiment	R		
Signalétique aidant au choix de l'ascenseur ou l'équipement mobile lorsqu'il dessert de façon sélective les niveaux	R		
Signalétique à proximité des commandes d'appel de l'ascenseur si tous les étages ne sont pas desservis	R		
N° ou dénomination de chaque étage sur chaque palier d'ascenseur ou de l'équipement mobile à proximité et en relief avec un contraste et fixé de sorte à ce que la détection de sa signification au toucher soit possible	R		
Escaliers utilisables sans les conditions normales de fonctionnement			
✓ Largeur			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
○ ≥ 1,20 m entre mains courantes	R		
○ ≥ 1,20 m entre la main courante et le fût central (si $\varnothing \leq 40$ cm)	SO		
✓ Hauteur des marches ≤ 16 cm	R		
✓ Giron des marches ≥ 28 cm	R		
✓ Dispositif d'éveil de la vigilance à 50 cm de la première marche (ou 28 cm si implantation plus efficace)			
○ Au niveau des paliers d'étages	R		
○ Au niveau des paliers intermédiaires	R		
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1ère et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches	R		
✓ Nez de marches			
○ De couleur contrastée sur au moins 3 cm en horizontal	R		
○ Non glissant	R		
○ Sans débord excessifs de plus d'une dizaine de millimètres	R		
✓ Mains courantes			
○ De chaque côté ou sur le côté extérieur si fût central avec $\varnothing \leq 40$ cm	R		
○ Hauteur			
▪ Entre 0,80 et 1,00 m	R		
▪ Si garde-corps > 1 m, main courante entre 0,80 et 1 m	R		
○ Continue, rigide et facilement préhensible y compris sur chaque palier intermédiaire (discontinuité de 10 cm maximum côté mur si fût central)	R		
○ Dépassant les premières et dernières marches			
▪ Horizontalement de la longueur du giron sans créer d'obstacle	R		
▪ Non exigé côté intérieur si fût central : présence d'un contraste tactile pour détecter la présence du palier	R		
○ Différenciée du support par éclairage	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
particulier ou contraste visuel			
Ascenseurs			
✓ Obligation d'ascenseur			
○ Effectif du public admis aux étages ≥ 50 personnes (100 personnes pour les établissements d'enseignement)	R		
○ Effectif du public admis aux étages < 50 personnes (100 personnes pour les établissements d'enseignement) avec des prestations non offertes au RDC	R		
✓ Tous les ascenseurs doivent être accessibles	R		
✓ Si ascenseur : Tous les étages comportant des locaux ouverts au public sont desservis	R		
✓ Ascenseur en libre accès (établissement d'enseignement sous conditions)	R		
✓ Commande à plus de 50 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	R		
✓ Conforme à la norme NF EN 81-70 relative à l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap	R		
✓ Munis d'un dispositif permettant de prendre appui	R		
✓ Permettent de recevoir les informations liées aux mouvements de la cabine, aux étages desservis, au système d'alarme	R		
Appareil élévateur vertical			
✓ Installation admise	SO		
✓ Choix de l'appareil en fonction de la hauteur de course			
○ Hauteur ≤ 0,50 m : appareil élévateur vertical avec nacelle et sans gaine	SO		
○ Hauteur ≤ 1,20 m : appareil élévateur vertical avec nacelle, gaine et portillon	SO		
○ Hauteur ≤ 3,20 m : appareil élévateur vertical avec gaine fermée et porte	SO		
✓ Conformes aux règles de sécurité les	SO		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
concernant			
✓ Dispositif empêchant l'accès sous l'appareil sans gaine lorsqu'il est en position haute	SO		
✓ Caractéristiques de l'appareil élévateur vertical			
○ Dimension de la plate forme élévatrice			
▪ Simple service ou opposé : ≥ 1,40 x 0,90 m	SO		
▪ Service en angle : ≥ 1,10 x 1,40 m	SO		
○ Plate forme élévatrice peut soulever une charge de 250 kg/m ²	SO		
○ Commande centrée sur la plate-forme	SO		
○ Commande d'appel à enregistrement si gaine fermée	SO		
○ Commande d'appel située hors du débattement de la porte et ne gêne pas la circulation	SO		
○ Largeur de la porte ≥ 0,90 m avec largeur de passage utile ≥ 0,83 m	SO		
✓ Si hauteur de course entre 1,20 et 3,20 m, vitesse nominale entre 0,13 et 0,15 m/s	SO		
✓ Appareil avec nacelle, commande à pression maintenue			
○ Support de la commande avec une inclinaison comprise entre 30° et 40° par rapport à la verticale	SO		
○ Force de pression comprise entre 2 et 5 N	SO		
✓ Accès libre ou à défaut dispositif permettant de signaler sa présence au personnel	SO		
✓ Dispositif de signalement			
○ Situé à proximité de la porte de l'élévateur	SO		
○ Facilement repérable	SO		
○ Visuellement contrasté vis-à-vis de son support	SO		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
○ Signalétique expliquant sa signification	SO		
○ Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un obstacle	SO		
○ Usager informé de la prise en compte de son appel	SO		
8. Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques			
Doublé par un cheminement accessible ou un ascenseur	SO		
Signalétique pour choisir entre l'équipement mobile et un cheminement accessible	SO		
Mains courantes accompagnant le mouvement	SO		
Mains courantes dépassant de 30 cm le départ et l'arrivée	SO		
Commande d'arrêt d'urgence facilement repérable et manœuvrable	SO		
Commande d'arrêt d'urgence entre 0,80 et 1,30 m de haut	SO		
Départ et arrivée des parties en mouvement différenciés par éclairage ou contraste visuel	SO		
Dispositif d'éveil à la vigilance installé en amont et en aval de l'équipement	SO		
Signal tactile ou sonore en partie terminale d'un tapis ou plan incliné mécanique	SO		
9. Revêtements de sols, murs et plafonds			
Tapis			
✓ Dureté suffisante	R		
✓ Pas de ressaut > 2 cm	R		
Qualité acoustique des revêtements, des espaces d'accueil, d'attente ou de restauration			
✓ Conforme à la réglementation en vigueur	R		
❖ OU			
✓ Aire d'absorption équivalente ≥ 25 % de la surface au sol	R		
10. Portes, portiques et sas			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
Largeur des portes principales et des portiques			
✓ ≥ 0,90 m et ≥ 0,83 m de passage utile pour les locaux ou zones recevant moins de 100 personnes	R		
✓ ≥ 1,40 m pour les locaux ou zones recevant ≥ 100 personnes	R		
✓ 1 vantail ≥ 0,90 m et ≥ 0,83 m de passage utile pour les portes à 2 vantaux	R		
✓ ≥ 0,80 m et ≥ 0,77 m de passage utile pour les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés	R		
✓ ≥ 0,77 m de passage utile pour les portiques de sécurité	R		
Espace de manœuvre de portes devant chaque porte	R		
Dimensions des espaces de manœuvre des sas d'isolement	R		
Poignées des portes			
✓ Facilement préhensibles	R		
✓ Extrémité à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil (sauf portes ouvrant uniquement sur un escalier et portes des sanitaires, douches et cabines non adaptées)	R		
Durée d'ouverture des portes automatiques	R		
Détection des personnes de toutes tailles et des animaux d'assistance	R		
Portes à verrouillage électrique			
✓ Temporisation permettant le passage d'une personne à mobilité réduite	SO		
✓ Déverrouillage signalé par indicateur sonore et visuel	SO		
Effort pour ouvrir une porte ≤ 50 N	R		
Possibilité d'accès y compris en cas de dispositif lié à la sécurité ou à la sûreté est installé	SO		
Repérage des parois vitrées visibles de part	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
et d'autre de la paroi			
Contraste visuel des portes ou de leur encadrement ainsi que de leur dispositif de manœuvre	R		
11. Locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande			
Accès des locaux ouverts au public et sortie de manière autonome	SO		
Eclairage particulier ou contraste visuel pour repérer les équipements et le mobilier	SO		
Contraste visuel et tactile des dispositifs de commande	SO		
Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m devant chaque équipement, mobilier et dispositif de commande	SO		
Au moins un équipement, mobilier par type aménagé	SO		
Commandes manuelles et fonctions voir, lire, entendre, parler			
✓ 0,90 m ≤ H ≤ 1,30 m	R		
✓ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	R		
Éléments de mobilier permettant de lire, écrire ou utiliser un clavier			
✓ Face supérieure à une hauteur ≤ 0,80 m	R		
✓ Vide en partie inférieure ≥ 0,70 x 0,60 x 0,30 m (H x L x P)	R		
Guichet d'information ou de vente manuelle : si sonorisation, présence d'une boucle à induction magnétique signalée par un pictogramme	SO		
ERP de la 1ère à la 4ème catégorie et ERP avec salles de réunion : présence d'une boucle à induction magnétique pour au moins 1 salle	R	Présence d'une boucle à induction magnétique dans la salle Amphithéâtre au RDC.	
Panneaux d'affichage instantané relayant les informations sonores	SO		
Interrupteurs et boutons de commande non à effleurement	SO		
12. Sanitaires			
Cabinets d'aisances adaptés			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ Au moins 1 par niveau comportant des sanitaires	R		
✓ Aux mêmes emplacements que les autres	R		
✓ Si autres sanitaires séparés H/F, un cabinet d'aisances adaptés est aménagé pour chaque sexe par étage contenant des cabinets d'aisances	R		
1 lavabo accessible par groupe de lavabos	R		
1 sèche-mains, 1 miroir, 1 distributeur de savon et 1 patère accessibles par groupe	SO		
Espace d'usage latéral à la cuvette			
✓ Dimensions de 0,80 x 1,30 m	R		
✓ Situé à droite ou à gauche de la cuvette	R		
✓ Cas où présence d'au moins 2 cabinets d'aisances adaptés pour H et 2 cabinets d'aisances adaptés pour F			
○ Répartition équitable des cabinets d'aisances adaptés permettant le transfert à droite et permettant le transfert à gauche	SO		
○ Signalétique indiquant le sens du transfert sur chaque porte	SO		
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour			
✓ Emplacement : dans le cabinet ou devant la porte	R		
✓ Dimensions : ø 1,50 m	R		
Aménagements intérieurs des cabinets d'aisances adaptés			
✓ Dispositif permettant de refermer la porte	R		
✓ Lave-mains			
○ Plan supérieur à une hauteur ≤ 0,85 m	R		
○ Robinetterie ou cellule à déclenchement située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle	R		
✓ Hauteur de la cuvette entre 0,45 et 0,50 m	R		
✓ Barre d'appui latérale			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
○ Hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m du sol	R		
○ Permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage	R		
○ Barre d'appui supportant le poids d'une personne	R		
✓ Distance entre l'axe de la cuvette et la barre d'appui comprise entre 0,40 m et 0,45 m	R		
✓ Commande de chasse d'eau facilement accessible et manœuvrable	R		
Lavabo accessible			
✓ Vide en partie inférieure ≥ 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)	R		
✓ Préhension et accessibilité en position assise de la robinetterie	R		
Sèche-mains à différentes hauteurs si disposés en batterie	SO		
Urinoirs à différentes hauteurs si disposés en batterie	R		
13. Sorties			
Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours	R		
Sorties repérables directement ou par l'intermédiaire d'une signalétique en tout point où le public est admis	R		
14. Éclairage			
Valeurs d'éclairage			
✓ 20 lux pour les cheminements extérieurs	R		
✓ 20 lux pour les parcs de stationnement extérieur et leurs circulations piétonnes accessibles	SO		
✓ 20 lux pour les parcs de stationnement intérieur et leurs circulations piétonnes accessibles	SO		
✓ 200 lux aux postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office	R		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ 100 lux pour les circulations intérieures horizontales	R		
✓ 150 lux pour les escaliers et équipements mobiles	R		
Éblouissement / Reflet	R		
Durée de fonctionnement des éclairages temporisés	SO		
Extinction doit être progressive si éclairage est temporisé	SO		
Éclairage par détection de présence	R		
15. Dispositions spécifiques applicables à certains types d'établissements (articles 16 à 19)			
16. Établissements recevant du public assis			
Nombre de places réservées : 1 +1 par tranche de 50	R		
Salle de plus de 1000 places : selon arrêté municipal	SO		
Dimensions de l'emplacement : 0,80 x 1,30 m	R		
Cheminement accessible jusqu'à l'emplacement	R		
Réparties en fonction des différentes catégories de places	SO	Il n'y a pas de catégories de places.	
Emmarchements des gradins			
✓ Dispositif d'éveil de la vigilance à 50 cm de la première marche (ou 28 cm si implantation plus efficace)			
○ Au niveau des paliers d'étages	R		
○ Au niveau des paliers intermédiaires	R		
✓ Contremarches de 10 cm mini pour la 1ère et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches	R		
✓ Nez de marches			
○ De couleur contrastée sur au moins 3 cm en horizontal	R		
○ Non glissant	R		
○ Sans débord excessifs de plus d'une dizaine de millimètres	R		
17. Établissements comportant des locaux d'hébergement			
Toutes les chambres et locaux à sommeil			

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ Largeur de la porte d'entrée ≥ 0,80 m et ≥ 0,77 m de passage utile	SO		
✓ 1 prise de courant à proximité du lit	SO		
✓ 1 prise téléphonique en cas de réseau de téléphonie interne	SO		
✓ N° ou dénomination de la chambre			
○ En relief	SO		
○ Taille des caractères selon annexe 3	SO		
○ Contraste visuel	SO		
○ Positionné dans le champ de vision du client	SO		
✓ Equipements positionnés en dehors du cheminement ou à défaut à une hauteur > 2,20 m	SO		
Visitabilité possible des chambres ou locaux à sommeil non adaptés situés à un étage desservi par ascenseur	SO		
Nombre de chambres adaptées			
✓ 1 si ≤ 20 chambres	SO		
✓ 2 si ≤ 50 chambres	SO		
✓ 1 chambre adaptée supplémentaire par tranche de 50 chambres au-delà de 50	SO		
✓ Toutes les chambres si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur	SO		
✓ Répartition des chambres entre les différents niveaux desservis par ascenseur	SO		
Caractéristiques des chambres adaptées, espaces libres en dehors du débattement de porte et de l'emprise d'un lit de 1,40 m x 1,90 m (ou 0,90 m x 1,90 m si une personne par chambre)			
✓ Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour	SO		
✓ Passage d'une largeur de 0,90 m sur les 2 grands côtés du lit et 1,20 m au pied du lit ou 1,20 m sur les 2 grands côtés du lit et 0,90 m au pied du lit	SO		
✓ Hauteur du plan de couchage des lits fixés au sol : 40 à 50 cm	SO		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
Cabinet de toilette			
✓ Si présence dans la chambre adaptée, cabinet de toilette adapté dans la chambre	SO		
✓ Chambre adaptée sans cabinet de toilette et présence d'une salle d'eau commune, au moins une salle d'eau d'étage est aménagée et accessible par un cheminement depuis les chambres adaptées	SO		
✓ Tous si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur	SO		
✓ Caractéristiques			
○ Douche adaptée sans ressaut de plus de 2 cm	SO		
○ Douche équipée d'une barre d'appui permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant	SO		
○ Equipements dans la douche permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position debout	SO		
○ Espace d'usage horizontal au dévers près de 0,80 m x 1,30 m situé latéralement à l'équipement pour s'asseoir	SO		
○ Espace de manœuvre demi-tour ø 1,50 m	SO		
○ Lavabo accessible			
▪ Vide en partie inférieure ≥ 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)	SO		
▪ Préhension et accessibilité en position assise de la robinetterie	SO		
Cabinet d'aisances accessible			
✓ Si présence dans la chambre adaptée, cabinet d'aisances adapté dans la chambre	SO		
✓ Chambre adaptée sans cabinet d'aisances, au moins un cabinet d'aisances indépendant d'étage est	SO		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
aménagé et accessible par un cheminement depuis les chambres adaptées			
✓ Tous si établissement d'hébergement de personnes âgées ou présentant un handicap moteur	SO		
✓ Caractéristiques			
○ Espace d'usage situé latéralement à la cuvette de 0,80 m x 1,30 m	SO		
○ Barre d'appui située latéralement à la cuvette			
▪ Hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m du sol	SO		
▪ Permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage	SO		
▪ Barre d'appui supportant le poids d'une personne	SO		
18. Cabines et espaces à usage individuel			
Cheminement accessible desservant les cabines et espaces à usage individuel	SO	Les douches et vestiaires sont réservées au personnel	
Cabines et espaces à usage individuel adaptés installés au même emplacement que les autres	SO	Les douches et vestiaires sont réservées au personnel	
Cabines et espaces à usage individuel adaptés séparés H/F, si autres séparés	SO	Les douches et vestiaires sont réservées au personnel	
Nombre			
✓ 1 si ≤ 20 cabines ou espaces à usage individuel	SO		
✓ 2 si ≤ 50 cabines ou espaces à usage individuel	SO		
✓ 1 cabine ou espace individuel supplémentaire par tranche de 50 en sus	SO		
Espace de manœuvre demi-tour ø 1,50 m	SO		
Équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position debout	SO		
Douches adaptées			
✓ Siphon de sol	SO		

Établissement recevant du public neuf : Demande de PC ≥ 01/07/2017 Points examinés	Constats	Commentaires	N° du commentaire
✓ Equipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position debout	SO		
✓ Espace d'usage situé latéralement à l'équipement permettant de s'asseoir, de 0,80 m x 1,30 m	SO		
✓ Espace de manœuvre demi-tour ø 1,50 m	SO		
✓ Equipements accessible en position assis (patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroirs, dispositif de fermeture de porte, etc.)	SO		
19. Caisses de paiement et dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série			
Au moins 1 caisse adaptée par niveau avec caisses	SO		
Caisse et équipements adaptés prioritairement ouverts	SO		
Une caisse adaptée et équipement adapté par tranche de 20	SO		
Répartition uniforme des caisses adaptées et équipements	SO		
Caractéristiques des caisses adaptées	SO		
Cheminement d'accès aux caisses adaptées ≥ 0,90 m	SO		
Affichage directement lisible pour les personnes sourdes ou malentendantes du prix à payer	SO		

FORMATIONS DU PERSONNEL

7.





EPI GSF

Date formation : 07/07/2023 -

Lieu formation : Ynov 33 Le Bouscat

Animateur : LAMBERT Emmanuel

Civ.	Nom	Prénom	07/07/2023	
			Matin	Après Midi
M.	HADDAD	Mathias		
Mme	NABOS	Aurélie		
Mme	GUITTET	Caroline		
M.	PERRIER	Dimitri		
Mme	MONTEAU	Solène		
Mme	FILIZOLA	Juliana		
Mme	KAVINSKI	Patricia		
Mme	CHALOT	Abigail		
Mme	PELISSIER	Céline		
Mme	FORESTIER	Stéphanie		
	Formateur : LAMBERT Emmanuel			

Remarques
9h - 12h / 13h - 16h

PROGRAMME REGIONAL DE PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS SUR LE HANDICAP 2023

ATTESTATION DE FORMATION

Je soussignée, Emmanuelle LAW-LEE, Co-directrice et Cheffe de Projet du Centre Ressource Formation Handicap (CRFH), atteste que :

Tristan LOURMET - Bordeaux Ynov Campus

A participé au module « **Acquérir les connaissances nécessaires à la fonction de référent handicap** » des **1^{er}-2 juin et 4 juillet 2023** pour une durée de **21 heures**.

Compétences acquises à l'issue du module :

- S'approprier les notions de handicap, de situation de handicap, d'accessibilité et de compensation du handicap,
- Connaître le contexte légal et les politiques régionales
- Avoir des points de repères sur les différents types de handicap et leurs moyens de compensation en formation
- Identifier les ressources et les acteurs locaux pour initier un travail en réseau,
- Définir la mission de référent handicap dans un centre de formation

Cette attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à BORDEAUX, le 4 juillet 2023.

Emmanuelle LAW-LEE,
Directrice Handic'Aptitude
Cheffe de Projet du CRFH

HANDIC'APTITUDE

Immeuble le Maréchal
202, rue d'Ornano - 33000 BORDEAUX
Tél. 05 57 29 20 12 - Fax 05 57 29 62 97
handicapitude@orange.fr / www.handic-aptitude.fr


E. Law-lee

Formation financée par



Feuille d'émargements

Intitulé de la formation :	Devenir référent handicap, dans un organisme de formation
Date et lieu :	02/07/2020 – 9h00/12h30 – Visioconférence
Formateur(s)	Christina ARMAND

Nom et Prénom	Organisme	Signature matin	Signature AM
DANIEL Jean-Michel	YNOV CAMPUS		/


Nom et Prénom du formateur	Signature matin	Signature AM
ARMAND Christina		

Intitulé de la formation :	Devenir référent handicap, dans un organisme de formation
Date et lieu :	02/07/2020 – 13h30/17h00 – Visioconférence
Formateur(s)	Christina ARMAND

Nom et Prénom	Organisme	Signature matin	Signature AM
DANIEL Jean-Michel	YNOV CAMPUS	/	

Nom et Prénom du formateur	Signature matin	Signature AM
ARMAND Christina	/	

Intitulé de la formation :	Devenir référent handicap, dans un organisme de formation
Date et lieu :	03/07/2020 – 9h00/12h30 – Visioconférence
Formateur(s)	Christina ARMAND

Nom et Prénom	Organisme	Signature matin	Signature AM
DANIEL Jean-Michel	YNOV CAMPUS		/

Nom et Prénom du formateur	Signature matin	Signature AM
ARMAND Christina		/

MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS D'ACCESSIBILITÉ

8.



Possibilité de fonctionnement de 16 émetteurs maximum dans des fréquences différentes en fonction des conditions d'utilisation (environnement, interférences...)

Système de transmission audio UHF PLL 16 canaux 863-865 Mhz idéal pour guide de voyage et pour toutes les autres utilisations où une source audio ou de parole doit être répartie sur un ou plusieurs récepteurs. Il est également possible d'utiliser ce système émetteur/récepteur pour la transmission de signaux audio sans fil.

EJ-7XT

Emetteur UHF 16 Fréquences avec micro cravate et micro serre-tête

- Boîtier aluminium équipé d'un écran à cristaux liquides multifonction permettant d'afficher le canal, la Fréquence, l'état de charge des batteries
- Utilisation professionnelle avec sensibilité réglable HI/MID/LOW
- L'émetteur EJ-7XT possède une entrée Micro et une entrée AUX permettant des sources audio CD ou lecteur MP3
- Il possède une fonction MUTE pour couper le microphone sans arrêter l'émetteur

Désignation modèle

Emetteur avec micro cravate et micro serre-tête EJ-7XT
(code 00893)

EJ-7R

Récepteur UHF 16 Fréquences avec écouteur (EM-101)

- Caractéristiques identiques au boîtier émetteur (EJ-7XT), écran multifonction, sortie AUX pour branchement d'un amplificateur ou enceinte active pour créer un système de réception sans fil

Désignation modèle

Récepteur avec écouteur EJ-7R
(code 00863)

L'émetteur EJ-7XT et le récepteur EJ-7R sont livrés avec 2 accus NIMH 1,2 V de type LR6, ils sont rechargeables sur de nombreux chargeurs HDC-702, HDC-707, et HDC-736.

HM-50C

Microphone serre-tête pour émetteur EJ-7XT (mini XLR)

Désignation modèle

Microphone serre-tête pour émetteur EJ-7XT HM-50C
(code 02032)

EM-101 Oreillette pour récepteur EJ-7R

EM-201 Casque pour récepteur EJ-7R

NL-90 Boucle à induction pour récepteur EJ-7R

Désignation modèle

Oreillette pour récepteur EJ-7R EM-101
(code 00743)

Casque pour récepteur EJ-7R EM-201
(code 02250)

Boucle à induction pour récepteur EJ-7R NL-90
(code 00794)





HDC-712 (idem HDC-736) sauf :

- Charge simultanée des accumulateurs de 12 boîtiers (émetteur ou récepteur)
- Dimensions L x P x h : 325 x 305 x 176 mm
- Poids : 3,5 Kg

Désignation modèle

Valise de chargement 12 compartiments HDC-712
(code 02092)



- **Valises de transport avec fonction charge intégrée** pour les émetteurs et récepteurs de la série EJ

HDC-736

- Charge simultanée de 36 boîtiers EJ-7 (émetteur ou récepteur)
- Durée de charge 5 à 6 heures
- Voyant d'affichage du niveau de charge pour chaque compartiment
- Coffret de transport en plastique à roulettes
- Livrée avec bloc secteur 115-230V / 12 V DC 7A
- Dimensions L x P x h : 860 x 350 x 230 mm
- Poids : 9,6 Kg

Désignation modèle

Valise de chargement 36 compartiments HDC-736
(code 00866)



• **Microphone à main**

EJ-701TS

- Microphone émetteur à main UHF 16 Fréquences équipé d'un écran à cristaux liquides multifonctions permettant d'afficher le canal, la fréquence, l'indication de charge des batteries, la sélection du type de piles Alcalines ou Accus (2 x AA 1,5 V).
- Interrupteur M/A, programmation, prise pour chargeur EJ-701 ADAPT et sélecteur de fréquences situés dans la partie inférieure et protégés par une trappe à verrouillage rotatif.
- Antenne interne, capsule électret.

Désignation modèle

Microphone émetteur à main EJ-701TS
(code 00696)



- **Bases de rechargement rapide pour charger simultanément 2 appareils de la série :**

HDC-707 pour charger simultanément 2 boîtiers EJ-7 (émetteur ou récepteur)

HDC-702 pour charger simultanément 1 boîtier EJ-7 et 1 micro EJ-701TS

- Durée de charge 3 à 4 heures
- Voyant d'affichage du niveau de charge « en charge » et « charge terminée »
- Livrée avec bloc secteur 115-230V / 12 V DC 500 mA
- Dimensions L x P x h : 139 x 100 x 90 mm
- Poids : 160 g

Désignation modèle

Base de chargement 2 compartiments pour EJ-7 HDC-707
(code 00865)

Base de chargement 2 compartiments pour EJ-701TS et EJ-7 HDC-702
(code 00864)

n° Document n°21705 **duction magnétique portable**
Communiquez facilement avec les personnes
malentendantes



Le système PL1 vous offre des avantages uniques



Utilisation type : Bureau ou petite
salle de réunion



Utilisation type : guichet

Arrêt temporisé - Puissant - Qualité audio supérieure - Facilité d'emploi

Caractéristiques :

PL1

Système boucle à induction mobile 1,2 m²

- Idéal pour guichet de banque, bureaux de poste, petite salle de réunion, réception, open space, billetterie et toute application destinée à une petite surface de couverture
- Mobile, design léger qui permet de déplacer facilement le système d'un endroit à un autre
- Utilisation facile et rapide
- Il comprend un microphone intégré de haute qualité
- La batterie a une durée de vie de 5 ans pour une utilisation normale
- Possibilité d'arrêt automatique (sélectionnable par l'utilisateur sur 10, 30 ou 60 minutes) ce qui préserve sa durée de vie
- Le système peut également être chargé durant son utilisation

CARACTERISTIQUES	PL1
Type	Système boucle à induction mobile 1,2 m ²
Alimentation	Batterie interne 12 V (Chargeur indus)
Couverture	1,2 m ²
Bande passante	100 Hz – 5 000 Hz
Entrées	1 x microphone intégré 1 x 3,5 mm MIC
Distorsion harmonique totale	< 1 %
Réglage	Bouton On/Off Minuterie de l'arrêt automatique
Affichage	Témoin de fonctionnement Niveau d'entrée Niveau de recharge batterie Avertissement audio de l'arrêt du système
Matière	ABS
Dimensions L x P x h	200 x 77 x 271 mm
Poids	2,82 Kg

Electroacoustique Consultant - EaC

Ingénierie audio - Etudes et mesures acoustique - Expert en boucles magnétique pour malentendants

131 chemin de la Soupre, route de Vacqueyras - 84190 BEAUMES DE VENISE

Site internet : www.eac84.com - Adresse E-mail : eac@eac84.com

Tél/Fax + 33 (0)4 90 62 97 39 - Fax + 33 (0)9 72 14 28 22

ANNEXES

9.





MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE
www.developpement-durable.gouv.fr

MINISTÈRE DU LOGEMENT,
DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES
ET DE LA RURALITÉ
www.territoires.gouv.fr

Bien accueillir les personnes handicapées



Sommaire

I. Définition du handicap et prescription pour les ERP	2
1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?	2
2) Professionnels et usagers, tous concernés	2
3) Rappel des obligations	3
a) Pour les bâtiments neufs	3
b) Pour les bâtiments existants	4
II. Rendre accessibles ses prestations à tous les public	5
1) Attitudes et comportements généraux	5
2) Attitudes et comportement spécifiques.....	6
a) Personnes avec une déficience auditive.....	6
b) Personnes avec une déficience visuelle	7
c) Personnes avec une déficience motrice.....	10
d) Personnes avec une déficience mentale.....	11
e) Personnes avec une déficience psychique.....	13
III. Rendre accessibles son établissement	14
Documents de référence	16

I - Définition du handicap et prescriptions pour les ERP

1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?

Le handicap, longtemps réduit aux seules personnes en fauteuil, concerne une réalité bien plus large et bien plus complexe. La loi du 11 février 2005¹ a permis de poser une définition qui fait consensus en France, mais également au-delà de nos frontières puisqu'elle s'inscrit dans le droit international et notamment dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies adoptée le 13 décembre 2006. Cette Convention affirme et décrit les droits des personnes handicapées. Chaque pays ratifiant ce texte (ce qu'a fait la France en 2010) est tenu de respecter ces prescriptions.



« Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail² ».

La Convention des Nations Unies souligne la responsabilité de l'État et de la collectivité. Elle affirme l'égalité entre toutes les personnes, l'interdiction de toute forme de discrimination fondée sur le handicap et le principe d'accessibilité. La loi du 11 février 2005 définit précisément le handicap et inscrit dans le marbre l'obligation d'accessibilité universelle.



« Constitue un handicap, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne, en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »³

Cet extrait définit le handicap comme la rencontre de deux champs : celui de la déficience intrinsèque d'une personne et celui de l'inadaptation de l'environnement dans lequel cette personne évolue. En effet, l'environnement joue un rôle essentiel dans l'aggravation ou la réduction du handicap d'une personne. Un environnement qui n'est pas adapté, qui ne propose aucun équipement compensatoire, aucun personnel sensibilisé ou formé alourdit considérablement la déficience. En revanche, un environnement adapté, dans lequel existent des équipements compensatoires et dont le personnel est formé permet de réduire, voire de faire disparaître les effets liés au handicap. C'est ce qu'on appelle l'accessibilité.

2) Professionnels et usagers, tous concernés

C'est donc tout le monde qui a une responsabilité et un moyen d'améliorer le vivre ensemble. Travailler sur l'accessibilité de l'environnement consiste à l'adapter pour le rendre accessible à tous. Il s'agit de rendre accessible n'importe quel lieu, mais également n'importe quel bien, n'importe quel service ou prestation à n'importe qui. Ainsi, comme le handicap ne se limite pas aux personnes en fauteuil roulant, l'accessibilité ne se limite pas à l'installation de rampes.

¹ Loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

² Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies, article 9.

³ Extrait de la Loi du 11 février 2005.



La loi du 11 février 2005 réaffirme « le principe de l'accessibilité à tous pour tout » qui englobe donc :

- ✦ l'accès au bâtiment (entrée, circulation et utilisation des équipements) ;
- ✦ l'accès à l'information ;
- ✦ l'accès à la communication ;
- ✦ l'accès aux prestations.

L'accessibilité est une composante de la lutte contre la discrimination.



« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente⁴. »

De plus, au-delà de la lutte contre des discriminations, l'accessibilité peut être pensée plus largement et concerner tout le monde. En effet, la pratique montre que ce qui est un besoin pour certains, devient un confort pour les autres : tout le monde profite des portes plus larges et automatiques, d'une signalétique claire et bien visible, de la multiplication des canaux de communication pour faire passer des informations... Ainsi, les rampes, conçues pour les personnes en fauteuil roulant, sont empruntées par les personnes avec poussette ou chariot à roulettes, les personnes âgées, les blessés en béquilles ou, plus largement, par tous ceux qui préfèrent tout simplement une pente douce à une série de marches. L'accessibilité revêt une certaine universalité : c'est ce qu'on appelle la « conception universelle » ou encore le « design for all ». Par conséquent, se soucier de l'accessibilité de son établissement recevant du public (ERP) revient, non pas à s'intéresser à une éventuelle petite partie de ses clients, usagers ou patients, mais bien à investir pour une qualité d'accueil et de service pour toutes les personnes, qui entreront dans son établissement.

3) Rappel des obligations

Tous les ERP, depuis 2005, ont pour obligation de rendre leurs locaux et leurs services, accessibles.

a. Pour les bâtiments neufs

Quelle que soit sa catégorie, un ERP neuf doit rendre accessible chaque mètre carré et l'ensemble de ses prestations et services, sans aucune dérogation possible.



Pour connaître le détail des obligations légales, vous pouvez lire l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-11 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

⁴ Décret n°2006-555 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation, article R.111-19-2.



b. Pour les bâtiments existants

Pour les ERP de 5^e catégorie



« Avant le 1^{er} janvier 2015, une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, dans le respect des dispositions mentionnées au a du II, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu⁵. »

Les ERP de 5^e catégorie sont l'objet d'obligations spécifiques, plus souples que celles concernant les autres catégories d'ERP. En effet, avant le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP⁶, seule une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. Si l'ensemble du bâtiment est accessible, la situation est idéale, néanmoins, l'obligation légale ne porte que sur une partie. En revanche, cette zone, la plus proche possible de l'entrée principale et traversée par le cheminement habituel, doit proposer l'ensemble des prestations prévues dans l'établissement, afin de respecter le principe d'égalité.

Pour les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie



« Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant autres que ceux de cinquième catégorie doivent être rendus accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap⁷ », conformément aux points suivants : « Les cheminements extérieurs, le stationnement des véhicules, les conditions d'accès et d'accueil dans les bâtiments, les circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments, les locaux intérieurs et les sanitaires ouverts au public, les portes et les sas intérieurs et les sorties. Les revêtements des sols et des parois ainsi que les équipements et mobiliers intérieurs et extérieurs susceptibles d'y être installés, notamment les dispositifs d'éclairage et d'information des usagers⁸. »

En d'autres termes, les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie sont tenus de rendre accessible l'intégralité de leur espace ouvert au public, ainsi que les abords de leur établissement (stationnement et cheminements extérieurs), depuis le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP.

⁵ Article R. 111-19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁶ Agenda d'Accessibilité Programmée. Protocole dans lequel tout gestionnaire ou propriétaire dont le ou les ERP ne sont pas accessibles au 31 décembre 2014 doivent entrer. L'Ad'AP doit être déposé avant le 27 septembre 2015.

⁷ Article R111.19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁸ Article R111.19-7 du Code de la construction et de l'habitation.



II - Rendre accessibles ses prestations à tous les publics

Au-delà du local en lui-même, l'accessibilité et la qualité de l'accueil de tous les publics passent par une attitude et un comportement adéquats des professionnels.

1) attitudes et comportements généraux

L'accessibilité démarre avec le bon sens et l'attention que l'on porte à autrui. En effet, pour de nombreux aspects, il suffit de se mettre, fut-ce un court instant, à la place de l'autre, d'adopter sa logique, son point de vue afin d'identifier les écueils usuels, inhérents et récurrents à sa condition, pour les dépasser.

Le gestionnaire de l'ERP est, par définition, au service du public, de son public. Son souci principal est donc la satisfaction des besoins ou des désirs de ses clients ou usagers, dans toute leur diversité. L'âge, le sexe, la situation familiale ou financière sont autant de paramètres qui démultiplient les profils des clients et usagers, et donc leurs attentes. Pour y répondre, les professionnels ont appris à connaître certains archétypes, à écouter les clients et usagers, à cibler leurs attentes et à œuvrer pour les satisfaire. Au final, quand on parle d'attitude et de comportement adéquats pour accueillir un public handicapé, c'est de cela qu'il s'agit.

Ainsi, le premier pas dans la mise en accessibilité de votre établissement et de vos prestations, la première main tendue vers votre interlocuteur réside dans votre volonté d'accueillir et satisfaire absolument tous ceux qui se présentent à vous. Ainsi, la politesse, la bienveillance, l'écoute, les attentions sont autant de facilitateurs pour rendre le quotidien des personnes handicapées plus confortable. Il s'agit-là de termes-clés de base pour tout vendeur ou commerçant ou interlocuteur en relation avec le public. Le savoir-être est aussi important que le savoir-faire. Adoptez donc la même attitude que pour n'importe quelle personne.

- Ne la dévisagez pas, soyez naturel, ne vous formalisez pas de certaines attitudes ou certains comportements qui peuvent paraître étranges.
- Faites attention à votre langage, n'employez pas de vocabulaire irrespectueux ou discriminant.
- Considérez la personne à besoins spécifiques comme un client ordinaire : adressez-vous à elle directement et non pas son accompagnateur, s'il y en a un, ne l'infantilisez pas et vouvoyez-la.
- Ne caressez pas le chien guide d'aveugle ou le chien d'assistance, il travaille.
- Portez une attention particulière à la qualité de la communication. Parlez bien en face de la personne, en adaptant votre attitude (vocabulaire, articulation, intonation, gestes...) à sa capacité de compréhension.
- Proposez, mais n'imposez jamais votre aide. Ne soyez pas surpris si la personne refuse : elle est à même de vous indiquer ce qu'elle attend de vous ou la manière de l'aider.
- Gardez le sourire et faites preuve de patience pour éviter de la mettre en difficulté : un accueil et un service adapté de qualité peut demander plus de temps.
- Ayez à disposition un moyen de communication écrite, par exemple, carnet, stylo, tablette tactile...
- Si des écrans télévisés sont présents dans votre établissement, veillez à activer le sous-titrage ainsi que l'audio-description.



2) Attitudes et comportement spécifiques

Accueillir le public, à besoins spécifiques ou non, est au cœur de votre métier. Faire preuve de politesse, de bienveillance, d'écoute, d'attentions pour satisfaire vos clients, usagers et patients va de soi pour vous. Il en va de même pour les personnes handicapées dont la qualité de vie dépend sensiblement de l'environnement et du comportement de la collectivité à leur égard. Ainsi, l'accueil d'une personne handicapée doit être aussi naturelle que celui d'une personne âgée, par exemple, laquelle peut déjà connaître certaines des difficultés rencontrées par les personnes handicapées (difficulté de repérage, de compréhension, problèmes de mobilité, de vue ou d'audition...). De plus, si ces adaptations sont nécessaires pour les personnes âgées ou handicapées, c'est une qualité de service qui est profitable à tous. En effet, au-delà du handicap, une poussette, des sacs de course, une entorse de la cheville, un sac de voyage sont autant d'entraves à une circulation aisée dans la Cité, et sont autant de situations auxquelles profite un environnement pensé pour tous.

a . Personnes avec une déficience auditive

La déficience auditive concerne environ 9,2 % de la population française, soit une part non négligeable de la population totale. En 2012⁹, 5,4 millions de personnes souffrent de limitations fonctionnelles auditives moyennes à totales. La surdité peut être de naissance ou accidentelle et entrave sensiblement la communication orale et l'accès à l'information sonore. A cela s'ajoute le manque d'information écrite dans les lieux publics. Le handicap auditif est un des handicaps les moins visibles, pourtant il est un des plus pénalisants puisque les difficultés, voire l'impossibilité de communication avec la majorité de la population est un puissant vecteur d'isolement et de mise à l'écart de la société.

La Langue des Signes Française (LSF) est un moyen efficace pour échanger avec une personne sourde signante (qui utilise la LSF). Néanmoins, il existe d'autres solutions, plus simples, pour permettre la communication avec un client sourd ou malentendant. Ces solutions sont multiples et varieront selon votre interlocuteur. En effet, certains sourds signent, d'autres s'expriment à l'oral, d'autres encore utilisent le Langage Parlé Complété (LPC, code qui associe la parole à des gestes-soutiens de la main au niveau de la bouche), beaucoup s'appuient sur la lecture labiale (lecture sur les lèvres), mais celle-ci n'est qu'une aide partielle, qu'un complément aux informations auditives. Les jeunes générations maîtrisent la lecture et l'écriture, contrairement aux plus anciens qui ont, pour la majorité, plus de difficultés. Au professionnel et au client de s'entendre sur le moyen de communication le plus confortable pour ce dernier. Néanmoins, voici un certain nombre d'exemples de facilitateurs :

- Soyez attentif au fait que l'interlocuteur tende l'oreille ou qu'il pointe celle-ci du doigt et qu'il secoue la tête, pour repérer une personne atteinte d'un handicap auditif.
- Assurez-vous que la personne vous regarde avant de commencer à lui parler.
- Gardez la bouche dégagée (ne mettez pas votre main devant votre bouche) et bien éclairée, en évitant les contre-jours.
- Parlez face à la personne, distinctement, en adoptant un débit normal, sans exagérer l'articulation et sans crier.
- Privilégiez des phrases courtes et un vocabulaire simple.
- Utilisez le langage corporel pour accompagner votre discours : pointer du doigt, expressions du visage, etc...
- Proposez de quoi écrire, en mimant l'écrit ou en montrant un calepin, par exemple, si la personne sait lire et écrire (majoritairement les jeunes générations).

⁹Source : Enquête ESPS, 2012, IRDES



- Vérifiez que la personne a bien compris le message en l'invitant à reformuler ou en reformulant vous-même.
- Veillez à afficher de manière visible, lisible et bien contrastée, les prestations proposées et leurs prix.
- Assurez-vous que chacun puisse voir tout le monde, par exemple grâce à une table ronde.
- Pour orienter une personne avec un handicap auditif, placez-vous à côté d'elle et indiquez par des gestes clairs le chemin à suivre ou le lieu à atteindre.
- Pour les personnes appareillées, on peut installer une boucle à induction magnétique à signaler par le pictogramme adéquat, en s'assurant régulièrement qu'elle fonctionne.



De nombreuses formations de LSF existent et permettent d'intégrer les bases de cette langue à part entière. Connaître quelques mots rudimentaires de LSF (Bonjour, merci, au-revoir) est souvent apprécié. Quelques dictionnaires sont disponibles sur internet :

- 🔗 <http://bordeaux.cci.fr/Votre-CCI/Suivre-nos-actions/Publications/Guides/Commerçants-et-artisans-parlez-en-langue-des-signes>
- 🔗 <http://www.lsf dico-inj smetz.fr/recherche-par-mot.php>
- 🔗 <http://www.pisourd.ch/index.php?theme=dicomplet>

b. Personnes avec une déficience visuelle



Le handicap visuel s'échelonne depuis le trouble visuel jusqu'à la cécité complète. On estime, en France, qu'il y a 70 000 personnes aveugles et 1 700 000 personnes malvoyantes¹⁰. Ainsi, contrairement à une personne aveugle, une personne malvoyante ne se reconnaît pas automatiquement au premier abord, d'autant que le handicap peut être visible mais bien compensé par la personne, ou invisible mais bien réel et trompeur. Il existe, schématiquement, trois types de difficultés visuelles :

● Tout percevoir mais de façon très floue



➔ Tout est « aperçu », rien n'est vraiment « distingué » car les contrastes et les couleurs sont atténués.

➔ Impossible de se déplacer en sécurité, d'apprécier le relief, la distance d'un obstacle, ou de lire.

● N'avoir qu'une perception centrale ou tubulaire



➔ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.

➔ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

¹⁰Enquête HID de 2005



● N'avoir qu'une perception périphérique ou atteinte de la vision centrale



➔ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.

➔ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

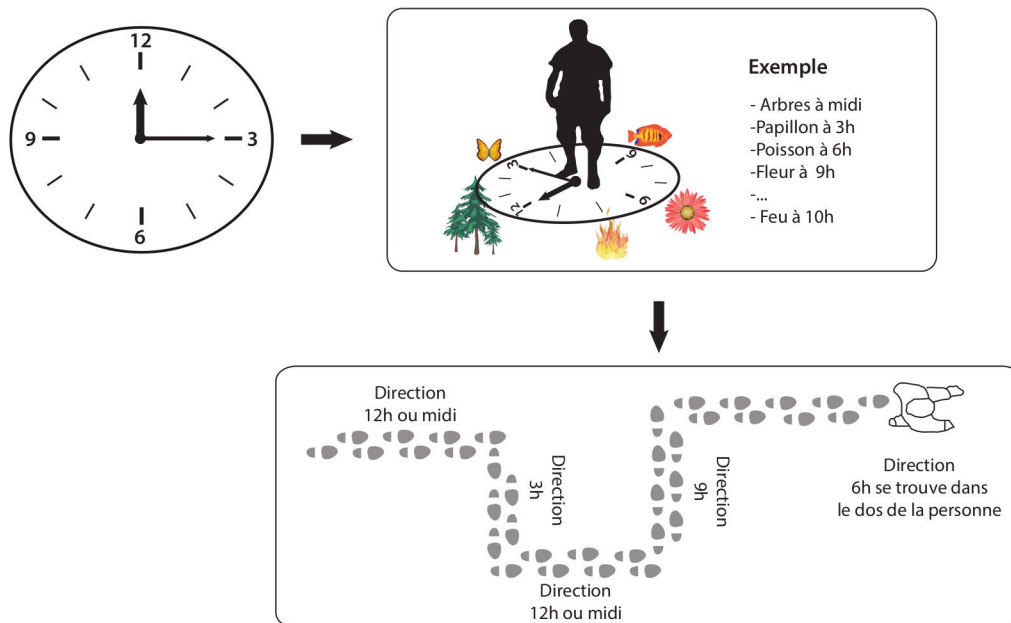
L'usage de la lecture et de l'écriture, le repérage des lieux et des entrées, l'orientation, les déplacements, et l'identification des obstacles et des personnes sont les principales difficultés qu'elles rencontrent.

Les personnes aveugles ou malvoyantes compensent leur déficience, notamment par l'audition et le toucher, il est donc inutile de parler plus fort. Cependant, il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux connaissent, en plus, une perte d'audition qui peut être liée à l'âge ou à des maladies invalidantes. La personne handicapée visuelle est également la plus à même de vous indiquer quelle aide lui apporter. Il faut donc, en tout premier lieu, être ouvert aux demandes et aux besoins de la personne, sans chercher à s'imposer à elle. D'une manière plus générale, il ne faut pas hésiter à combler l'absence de vision par la parole et apporter un maximum d'informations à travers votre discours.

- Présentez-vous oralement en donnant la fonction que vous occupez. Si l'environnement est bruyant, parlez bien en face de la personne.
- Adressez-vous à la personne handicapée et non à son accompagnateur, s'il y en a un. Si la personne est accompagnée de son chien guide, ce dernier travaille, ne le caressez pas.
- Informez la personne des actions que vous réalisez pour la servir. Précisez oralement si vous vous éloignez et si vous revenez (« je pars », « je suis revenu »).
- S'il faut se déplacer, ne prenez pas le bras de la personne. Proposez le vôtre et marchez un peu devant pour guider, en adaptant votre rythme. Si la personne a un chien guide d'aveugle ou une canne, placez-vous de l'autre côté. Annoncez précisément et clairement les changements de direction et les obstacles.
- Acceptez les chiens guides d'aveugles dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.
- Ne dérangez pas le chien guide d'aveugle, en l'appelant, le caressant, le distrayant, en saisissant son harnais : il travaille.
- Certaines personnes peuvent signer des documents. Dans ce cas, il suffit de placer la pointe à l'endroit où elles vont apposer leur signature.
- Informer la personne déficiente visuelle sur l'environnement en décrivant précisément et méthodiquement l'organisation spatiale du lieu, ou encore de la table, d'une assiette... (utilisez la technique du cadran d'horloge par exemple : les portes-manteaux se trouvent à midi et la caisse à 3h). Évitez les termes purement visuels comme « par ici », « par là-bas »...N'hésitez pas à employer le vocabulaire habituel comme par exemple « voir ».



Ci-dessous, un schéma explicatif de la technique du cadran d'horloge :



- Prévenez de tout changement dans l'environnement.
- Si la personne est amenée à s'asseoir, guidez sa main sur le dossier et laissez-la s'asseoir elle-même.
- Si de la documentation est remise (menu, catalogue...), proposez d'en faire la lecture ou le résumé.
- Présenter et décrire les prestations proposées si cela s'avère utile pour le repérage de la personne.
- Concevoir une documentation adaptée en gros caractères (lettres bâton et police de caractère 16, minimum 4.5 mm) ou imagée, et bien contrastée.
- N'hésitez pas à proposer de l'aide si une personne semble perdue, en vous approchant pour qu'elle comprenne que vous vous adressez à elle.



Il existe des tablettes numériques qui ouvrent de nombreuses possibilités que ce soit pour la transmission d'informations que pour les modes de lecture que l'on peut individualiser et moduler selon le profil du client, du patient ou de l'utilisateur : choix de la langue, choix du texte ou de l'image, choix du niveau de contraste et de l'agrandissement de caractères... Cet éventail d'adaptations présente un intérêt indéniable pour l'accessibilité qui vient s'ajouter à l'attractivité des nouvelles technologies.

Les chiens guides d'aveugles

Le chien guide d'aveugle aide son maître dans les déplacements, en les rendant plus fluides et plus sécurisés. Il a appris à éviter les obstacles au sol, le cheminement sur les trottoirs, les passages piétons et l'utilisation des transports en commun, des ascenseurs et toilettes.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Le chien guide d'aveugle se reconnaît à son harnais spécifique.



Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹¹ ».



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre¹². »

C. Personnes avec une déficience motrice

Le handicap moteur revêt plusieurs formes, il peut toucher une partie comme l'ensemble du corps. Les personnes dites à mobilité réduite peuvent se déplacer debout, à l'aide d'une ou deux cannes, de béquilles, d'un déambulateur ou encore en fauteuil. C'est pourquoi l'on distingue les Usagers en Fauteuil Roulant (UFR) et les Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Les déficiences motrices entravent les déplacements, mais également la préhension d'objets et parfois la parole. Les UFR rencontrent donc généralement des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances ; la présence de marches, ou de dénivelés trop importants, des largeurs de passages insuffisantes, la hauteur des équipements ou objets sont autant de points bloquants. Les PMR affrontent, quant à elles, des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances, et d'autant plus si le parcours est semé d'obstacles comme des marches ou des pentes. La station debout et les attentes prolongées peuvent s'avérer particulièrement pénibles.

L'aide apportée se traduira le plus souvent par la facilitation et la sécurisation des déplacements.

- Assurez-vous que les espaces de circulation sont suffisamment larges, dégagés et libres de tout obstacle.
- Mettez, si possible, à disposition des bancs et des sièges de repos.
- Dans une file d'attente, indiquez à la personne la file prioritaire si elle ne l'a pas vue.
- Proposez l'aide sans l'imposer. Informez la personne du niveau d'accessibilité de l'environnement pour qu'elle puisse juger si elle a besoin d'aide ou pas.
- En cas de guidage d'un fauteuil, évitez les mouvements brusques et annoncez les manœuvres.
- Ne vous appuyez pas sur un fauteuil roulant : vous risquez non seulement de déséquilibrer la personne, mais aussi de la mettre mal à l'aise.
- Pour accompagner une personne qui se déplace debout, veillez à ne pas la déstabiliser et à marcher à ses côtés en respectant son rythme.
- Pour échanger avec une personne en fauteuil, il est préférable de vous placer à sa hauteur.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Si la personne a des difficultés d'élocution, soyez patient et laissez-lui le temps de s'exprimer et de finir ses phrases. N'hésitez pas à faire répéter plutôt que de faire croire que vous avez compris.
- Acceptez les chiens d'assistance dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.



Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné aux PMR et UFR. Il leur apporte une aide technique et répond à de nombreuses commandes : ramasser un objet, ouvrir portes et placards, allumer la lumière... Il porte également des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹³ ».



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre¹⁴. »

D. Personnes avec une déficience mentale



Déficience intellectuelle et déficience cognitive

On distingue la déficience intellectuelle, comme la trisomie 21, qui ne peut être soignée, mais compensée par un environnement et un accompagnement adapté, et la déficience cognitive qui correspond à une déficience des capacités fonctionnelles (mémoire, fonctions exécutives, langage...) ou une déficience du traitement de l'information. On parle ainsi de troubles du développement pour les dyslexies¹⁵, dysorthographies¹⁶, dyscalculies¹⁷,... ou des troubles acquis comme les séquelles d'un traumatisme crânien ou d'un accident vasculaire-cérébral¹⁸.

Les handicaps cognitifs et intellectuels peuvent entraîner des problèmes de concentration et d'attention. Le déchiffrage et la mémorisation des informations et de la signalétique (pictogrammes) peuvent être plus ou moins difficiles selon les individus et selon le type d'informations et de signalétique (plus ou moins longues, plus ou moins abstraites, plus ou moins complexes). Il en va de même pour le repérage dans le temps et l'espace, ainsi que l'utilisation des appareils et des automates.

L'aide sera donc principalement humaine, dans l'attitude et l'accompagnement.

- Faites preuve de patience, d'écoute et de disponibilité, montrez-vous rassurant, tout en gardant une attitude naturelle. Sourire peut aider à mettre en confiance.
- Ne vous formalisez pas de certaines attitudes, ne faites pas de gestes de crainte ou de mépris.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Parlez normalement avec des phrases simples, sans négation, en utilisant des mots faciles à comprendre.

¹⁵ Trouble de l'apprentissage de la lecture

¹⁶ Trouble de l'apprentissage de l'écriture

¹⁷ Trouble des apprentissages numériques (compter, maîtriser les opérations basiques)

¹⁸ Accident mettant en danger le fonctionnement d'une ou plusieurs zones du cerveau.



- Évitez les longs raisonnements.
- N'infantilisez pas et vouvoyez la personne.
- Faites appel à l'image, à la reformulation, à la gestuelle en cas d'incompréhension, en utilisant un catalogue, un plan, un dessin par exemple.
- Proposez votre aide, ne faites pas à la place de la personne.
- Laissez la personne réaliser seule certaines tâches, même si cela prend du temps.
- N'abandonnez pas la personne handicapée, sans relais.
- Utilisez une signalétique adaptée et des écrits en « facile à lire et à comprendre ».
- Aidez la personne pour le règlement, notamment dans le comptage de l'argent.
- Refusez les conversations intimes, réorientez la conversation fermement et clairement.
- Acceptez le chien d'assistance dans votre établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.

Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné également aux personnes atteintes d'un handicap mental. Il leur apporte une aide technique et peut porter des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas. Mais, au-delà de cette aide, le chien est un compagnon au quotidien, un soutien moral, affectif, et constitue un formidable lien avec l'environnement. Il favorise ainsi l'insertion sociale des personnes handicapées.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.



« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹⁹ ».

« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peu prétendre²⁰. »



Pour aller plus loin sur la déficience mentale :

Guide du facile à lire et à comprendre (Unapei) :

http://www.unapei.org/IMG/pdf/Guide_ReglesFacileAlire.pdf

Guide de l'accessibilité des personnes handicapées mentales (Unapei) :

http://www.unapei.org/IMG/pdf/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

Guide pratique de la signalétique et des pictogrammes (Unapei) :

http://www.adapei66.org/UserFiles_adapei66/files/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

¹⁹Article R241-22, Code de l'action sociale et des familles

²⁰Article 54, Loi n°2005-102 du 11 février 2005



E. Personnes avec des troubles psychiques

La déficience psychique n'affecte pas directement les capacités intellectuelles (c'est en cela qu'on la distingue du handicap mental) et les troubles sont plus ou moins importants. On peut citer notamment les troubles dépressifs graves, les troubles anxieux, les troubles de la personnalité (bipolarité et schizophrénie), les Troubles Obsessionnels Compulsifs (TOC)... En 2014²¹, on estime que 3,3 millions de personnes ont connu une situation de handicap psychique au cours des douze derniers mois. Ce handicap impacte surtout le comportement, la communication et la relation avec autrui. En effet, les personnes atteintes de troubles psychiques rencontrent souvent des problèmes de concentration ainsi qu'une sensibilité au stress supérieure à la moyenne. Ils éprouvent des difficultés à maîtriser leurs émotions et leur comportement. Entrer en communication avec quelqu'un d'inconnu peut être une véritable épreuve. Les événements imprévus génèrent du stress et, potentiellement, des comportements étranges. Comme pour la déficience mentale, c'est l'aide humaine et une attitude adaptée de la part du professionnel qui permettra une qualité d'accueil satisfaisante pour la personne et les autres clients ou usagers. Les personnes atteintes de troubles psychiques ont ainsi principalement besoin d'être rassurées, entendues, prises en charge et de ne pas être bousculées, ni stressées.

a) Quelle attitude adopter ?

- Montrez-vous disponible, à l'écoute et patient, tout en adoptant une attitude rassurante (sans marque de stress, d'agacement ou d'énervement).
- L'interlocuteur peut être stressé sans forcément s'en rendre compte. Dialoguez dans le calme, sans le fixer.
- Ne le contredisez pas, ne faites pas de reproches et rassurez le en cas de problème.
- Soyez précis dans ses propos, au besoin, répétez calmement.
- Laissez la personne s'exprimer jusqu'au bout et laissez-lui le temps de réaction et d'expression.
- Évitez de répéter plusieurs fois la même question.

b) Que faire en cas de crise ?

- Restez calme et posé même si l'agitation de la personne est grande, et montrez-vous rassurant.
- Formulez des phrases courtes avec des mots simples.
- Tentez de focaliser son attention sur un élément environnemental (une image, un objet, un animal...) ou qui lui est familier (son entourage, son domicile...).
- Avec l'accord de la personne, mettez un tiers dans la relation ou la communication, afin de faire tomber la tension.
- Laissez toujours à la personne la possibilité de partir et de revenir.

²¹Chiffres tirés du Bulletin épidémiologique hebdomadaire n°11 – 15 avril 2014



III. Rendre accessible son établissement

Vous disposez au travers la réglementation de tout un arsenal de prescriptions pour rendre votre établissement accessible aux personnes handicapées notamment en ce qui concerne les revêtements des sols et murs, les cheminements verticaux et horizontaux, leur largeur, l'éclairage, l'information, etc. Toutefois, ces prescriptions laissent une large place à la créativité des aménageurs, pour garantir la plus grande diversité possible d'aménagements.

Pour concilier prescriptions et créativité, et apporter une aide, des informations et supports sont, entre autres, disponibles en téléchargement sur le site du ministère ou sur le site de l'AFNOR pour les documents de normalisation :

✦ outil d'autodiagnostic :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Outil-d-autodiagnostic-du-niveau-d.html>

✦ produits répondant aux besoins des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pratic-ERP-base-de-donnees-des.html>

✦ panorama des dispositifs locaux d'aide à la mise en accessibilité des commerces :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Panorama-des-dispositifs-locaux-d.html>

✦ locaux des professionnels de santé : réussir l'accessibilité :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-locaux-des-professionnels-de.html>

✦ cafés, hôtels, restaurants et discothèques : réussir l'accessibilité :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cafes-hotels-restaurants-et.html>

✦ BP X35-075 Accessibilité des établissements recevant du public - Franchissement du dénivelé constitué par une marche d'entrée :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-x35-075/accessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-franchissement-du-denivele-constitue-par-une-marche-d-entree/article/785069/fa142546>

✦ NF X50-783 Organismes Handi-Accueillants :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-x50-783/accessibilite-et-inclusion-des-personnes-handicapees-organismes-handi-accueillants-exigences-et-recommandations-pour-l-inclu/article/821134/fa059321>

✦ NF P98-351 Éveil de vigilance - Caractéristiques, essais et règles d'implantation des dispositifs podo-tactiles au sol d'éveil de vigilance à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-351/cheminements-insertion-des-handicapes-veil-de-vigilance-caracteristiques-essais-et-regles-d-implantation-des-dispositifs/article/775517/fa140125>

✦ NF P98-352 Bandes de guidage tactiles au sol à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes ou des personnes ayant des difficultés d'orientation :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-352/cheminements-bandes-de-guidage-tactile-au-sol-a-l-usage-des-personnes-aveugles-et-malvoyantes-ou-des-personnes-ayant-des-diff/article/818613/fa183172>

✦ BP P96-101 Accessibilité aux personnes handicapées - Référentiel de bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-101/accessibilite-aux-personnes-handicapees-referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-evaluation-des-personnes-en-situation-de-handica/article/822591/fa059511>



✦ BP P96-102 Accessibilité aux personnes handicapées - guide de bonnes pratiques sur la gouvernance de la chaîne de l'accessibilité d'un bâtiment et de ses abords :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-102/accessibilite-aux-personnes-handicapees-guide-de-bonnes-pratiques-sur-la-gouvernance-de-la-chaîne-de-l-accessibilite-d-un-bati/article/724149/fa169024>

✦ BP P96-103 Recueil de bonnes pratiques sur l'accessibilité des équipements dans le cadre bâti :


🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-103/referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-accessibilite-des-equipements-dans-le-cadre-bati/article/813573/fa169022>

✦ BP P96-104 Accessibilité aux personnes handicapées - Signalétique de repérage et d'orientation dans les établissements recevant du public :


🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-104/accessibilite-aux-personnes-handicapees-signalétique-de-reperage-et-d-orientation-dans-les-etablissements-recevant-du-public/article/818346/fa181424>




Documents de référence

 Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, *Le service public : guide de l'accueil des personnes en situation de handicap* [en ligne], Edition Dicom, 2014. Disponible sur :


 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20Accessibilité%20Service%20public.pdf>

 CNISAM, *Bonnes pratiques face aux personnes déficientes ou en situation de handicap* [en ligne], 2013. Disponible sur :

 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/CNISAM%20Fiche%20Bonnes_pratiques%20face%20aux%20PH.pdf

 Ministère des affaires sociales, *Vivre ensemble, guide des civilités à l'usage des gens ordinaires* [en ligne], 2009. Disponible sur :

 http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_vivreensemble.pdf

 MEDDTL, Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, *Le chien guide ou le chien d'assistance – le compagnon du quotidien* [en ligne], 2011. Disponible sur :

 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/chien_guide_16p.pdf

 Comité régional du tourisme Paris Île-de-France, *Accueillir une personne à besoins spécifiques* [en ligne], 2013. Disponible sur :

 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20CRT%20Accueillir%20une%20personne%20à%20besoins%20spécifiques.pdf>

Ce document a été élaboré par la DMA, en collaboration avec :

- APAJH (Association pour Adultes et Jeunes Handicapés)
- CDCF (Conseil du Commerce de France)
- CFPSAA (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)
- CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail)
- CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises)
- FCD (Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution)
- UMIH (Union des Métiers et Industries de l'Hôtellerie)
- UNAPEI (Union nationale des association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis)
- SYNHORCAT (Syndicat National des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs)



La Délégation ministérielle à l'accessibilité

Elle veille au respect des règles d'accessibilité, coordonne et assure la cohérence des actions menées par le ministère dans ce domaine. Soucieuse d'une meilleure intégration des personnes handicapées, elle veille à créer les conditions du dialogue, par un travail d'écoute et d'échange avec tous les acteurs de l'accessibilité et notamment les associations de personnes handicapées, pour faire émerger les synthèses nécessaires au déploiement de la politique d'accessibilité.

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
Ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité

Secrétariat général
Délégation ministérielle à l'accessibilité

Tour Pascal A
92055 La Défense cedex
Tél. : +33 (0)1 40 81 21 22

www.developpement-durable.gouv.fr - www.territoires.gouv.fr